PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 11 DECEMBRE 2015 A 20H.00 A L'HÔTEL DE VILLE D'OLLON

En préambule et au nom du Conseil Communal, Monsieur le Président présente ses condoléances à Mme Claude-Eveline MONACHON pour le décès de son père, à Mme Muriel BORLAT GONTHIER pour le décès de sa mère et à Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE pour le décès de son beau-père. Il demande à l'Assemblée de se lever et d'observer une minute de silence en mémoire des défunts.

M. le Président Olivier DUBI demande à la secrétaire de procéder à l'appel des Conseillers. Celui-ci dénombre 57 présents, 12 excusés et 1 absent sans excuse.

L'ordre du jour est accepté tel que présenté, à savoir :

1. Communications du bureau du Conseil.
2. Adoption des procès-verbaux des séances du Conseil communal des 2 et 30 octobre 2015.
3. **Préavis n° 2015/15 : Rapprochement Télé-Villars-Gryon S.A.–TéléDiablerets S.A.– Vente d'actions**
   Rapport de la commission des finances

   Préavis n° 2015/16 : Demande de crédits complémentaires au budget de fonctionnement et au compte des investissements de l'exercice 2015
   Rapport de la commission des finances

   Budget 2016
   Rapport de la commission des finances
4. Réponse de la Municipalité d'Ollon à la motion déposée par la Conseillère communale Elodie PELLATON sollicitant de l'Exécutif boyard qu'il fasse procéder un diagnostic local de sécurité sur le territoire communal.
5. Communications municipales.
6. Propositions individuelles.

1. Communications du Bureau du Conseil

1. M. le Président informe l'Assemblée de l'hospitalisation de M. Eric CORNAMUSAZ, Huissier du Conseil et lui souhaite un prompt rétablissement.

2. M. le Président donne lecture de la lettre de démission de Mme Elodie PELLATON pour cause de déménagement dans une commune voisine et la remercie pour son engagement et son travail depuis son élection en 2011.

3. M. le Président informe le Conseil que la première séance de 2016 a été repoussée d'une semaine et aura lieu le 11 mars 2016.

4. M. le Président informe l'Assemblée que l'Assermentation des nouvelles autorités aura lieu le lundi 27 juin 2016 à 15h.00 à la Grande Salle de Villars.

5. M. le Président félicite le nouveau Député M. Nicolas CROCI-TORTI pour son entrée au Grand Conseil Vaudois le 1er décembre dernier.

2. Approbation des procès-verbaux des séances des 2 et 30 octobre 2015

M. le Président Olivier DUBI demande si quelqu'un souhaite apporter une modification à ces PV. Aucune intervention n'étant faite, il est procédé au vote.

Par un vote séparé, à main levée et à l'unanimité, les procès-verbaux des séances des 2 et 30 octobre 2015 sont adoptés.

3. Préavis n° 2015/15 - Rapprochement Télé-Villars-Gryon S.A. – TéléDiablerets S.A. – Vente d'actions

M. Gilbert FREYMOND donne lecture du rapport de la Commission des Finances dont les conclusions corroborent celles du préavis Municipal.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, M. le Président relit les conclusions et soumet le préavis au vote de l'Assemblée.

A main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2015/15
- ayant entendu le rapport de la Commission des Finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à vendre 600 actions au porteur de la société Télé-Villars-Gryon S.A. pour un prix de Fr. 30'000.-- à la société Diablerets Vrai Village de Montagne, valeurs destinées à la Commune d'Ormont-Dessus .

2. de **CONDITIONNER** cette décision à l'acceptation par le Conseil communal de Gryon de sa propre vente d'actions selon le même schéma.

3. Préavis n° 2015/16 - Demande de crédits complémentaires au budget de fonctionnement et au compte des investissements de l'exercice 2015

Mme Janique BONZON donne lecture du rapport de la Commission des Finances dont les conclusions corroborent celles du préavis municipal.

M. le Président énumère les différents postes et invite les Conseillers qui le souhaitent à intervenir au fur et à mesure.

Compte 160 – Tourisme

M. le Syndic demande la parole pour faire la déclaration suivante : « Dans son rapport, la Commission des Finances reproche à la Municipalité de n'avoir volontairement pas communiqué sur les soucis financiers du Centre des Sports. L'erreur est immense, indiscutablement mais en toute bonne foi, il s'agit d'une faute et en aucun cas une volonté de vouloir masquer quoique ce soit à votre Conseil. Au moment de la clôture de l'exercice 2014, le Conseil d'administration, lors de sa séance du 28 mai 2015, n'a pas eu le réflexe de rechercher comment allait être financée la perte de Fr. 183'000.-. En juin de la même année, votre serviteur a été avisé par le Service de Finances que des versements avaient été effectués au Centre des Sports pour combler son manque immédiat de liquidités et que, dès lors, il y avait lieu de présenter un préavis au Conseil Communal afin d'obtenir la validation de ces versements. Ce mail, daté du 25 juin 2015, a « passé à l'as », perdu, oublié et j'en suis, tout seul, responsable puisque seul destinataire. C'est énorme et impardonnable, je vous le concède bien volontiers, mais en aucun cas volontaire ! Trois facteurs peuvent expliquer, si ce n'est justifier, cette grossière erreur. D'abord le Centre des Sports est à un tournant fondamental, le plus important probablement de son histoire. Il est en passe, et c'est la volonté de la Municipalité de devenir le fer de lance du tourisme de la station. A l'heure du réchauffement climatique, à la fin de l'ère du « tout ski », nous nous devons de créer un outil « 4 saisons » propre à retenir les touristes chez nous en hiver comme en été et même au mois de novembre. Ensuite, l'engagement de Sergei ASCHWANDEN, directeur hyper motivé est intervenu en 2014. Il est arrivé avec un dynamisme extraordinaire, un carnet d'adresses très épais et des idées novatrices qu'il aurait été dommageable, pour notre station, de brider, dès son arrivée, sur la base d'un budget établi par ses prédécesseurs. Cette même année, le plan comptable a été profondément remanié suite à la reprise de la gestion financière par notre boursier communal. La gestion « à la papa » d'antan, dans laquelle notre Commune investissait Fr. 600'000.--, sans beaucoup de retombées, a cédé la place à un professionnalisme et à de nouveaux engagements financiers qu'il faut apprivoiser. C'est en effet une toute nouvelle gestion, un nouvel apprentissage qui doit être fait par le Conseil d'administration et, dans cette vision, je vous annonce qu'à l'avenir le budget communal devrait couvrir la perte annuelle du Centre des Sports. Ainsi, et c'est la pire des excuses, je vous le concède, nous avons navigué à vue durant ces 2 exercices. Dès l'exercice 2016, les choses vont se stabiliser. L'essentiel des actions urgentes de remise à niveau du Centre ayant été réalisé durant ces deux derniers exercices, le budget et les comptes seront basés sur un plan comptable maintenant arrêté et le budget sera respecté. Comme vous le souligniez, il va falloir maintenant s'atteler à mettre en place des procédures pour qu'un tel incident ne se reproduise pas et nous reviendrons rapidement vers vous avec des solutions. Nous nous engageons aussi, comme demandé, à vous tenir régulièrement informés des dépenses imprévisibles et exceptionnelles de la Société. Enfin, selon le souhait de la Commission des Finances, M. Sergei ASCHWANDEN, a d'ores et déjà été convoqué à votre séance de mars prochain pour présenter sa vision du développement du Centre des Sports. J'ai pris langue avec le Service juridique des Communes et il en ressort que vous avez la possibilité de refuser tout ou partie du préavis 2015/16 néanmoins il apparaît aussi que votre refus n'aurait aucune conséquence juridique. C'est juste pour nous et pour moi en particuliers une grande claque politique dans la figure. Autrement dit : comme l'argent est dépensé, on ne peut pas le faire revenir dans la caisse communale. Cela fixe, du coup, les limites de cette procédure obligatoire. La juriste du Service des Communes me précisait que devant cette même situation, nombre de Communes agissent encore comme nous le faisions auparavant, à savoir de présenter ces dépassements au moment des

comptes, ce qui est parfaitement illégal… Vous devez pouvoir évidemment donner votre approbation à toute dépense extra budgétaire avant que celle-ci ne soit réalisée. Or, mais je vous l'accorde ce n'est pas le cas ici, dans un certain nombre de situations concrètes, attendre votre approbation pour réaliser une telle dépense aurait pour effet de gripper la gestion communale et cette juriste en convenait volontiers. Voilà, il ne me reste qu'à vous présenter mes excuses et à faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise plus, parce qu'elle est pour tout le monde et moi en particuliers, pour le moins inconfortable.

M. Stéphane COSANDEY indique qu'avant cette séance il s'est renseigné auprès du Bureau du Conseil sur les enjeux du vote relatif à ce dépassement qui contrevient au règlement sur la comptabilité des communes (art. 10 et 11) ainsi qu'à l'article 106 du règlement du Conseil communal. Les questions posées étaient les suivantes :
- quelles sont les conséquences pour la Municipalité de ces deux manquements ?
- quelles sont les prérogatives du Conseil communal dans un pareil cas; en effet, que se passe-t-il si lors de la soumission au vote, le Conseil refuse d'approuver ce préavis ?
- dans une pareille éventualité (refus du préavis 2015/16) et qu'il n'y ait par hasard aucune conséquence, est-il judicieux de soumettre au vote le préavis ?

M. COSANDEY constate que la réponse qu'il a reçue de M. le Président Olivier DUBI correspond aux explications que vient de donner M. le Syndic. Il pense qu'il est utile de rappeler, pour une bonne compréhension, les enjeux du vote sur ce préavis. Il précise toutefois que sa volonté n'est nullement de blâmer une erreur mais bien de suivre la procédure qui se doit dans un tel cas. Pour M. le Conseiller, il convient d'assumer le mandat que lui a confié la population, en l'élisant, et, par conséquent, d'assumer ses responsabilités, notamment de contrôle. Dans sa réponse, la juriste concède qu'il est fréquent dans une commune d'avoir un dépassement du budget de fonctionnement. Les articles 10 et 11 du règlement sur la comptabilité des communes prévoient qu'il ne peut être engagé de dépenses supplémentaires sans l'autorisation préalable du Conseil. Tenant compte des explications de M. le Syndic, M. COSANDEY estime que le Conseil aurait, tout au moins, dû en être averti avant ce soir puisque l'affaire est connue depuis le mois de juin. M. le Conseiller poursuit la lecture de la réponse du Service juridique cantonal qui indique que : « cette disposition se révélant très rigide et peu pratique pour la gestion quotidienne, il est admis que les municipalités fassent passer ces dépassements soit lors de l'adoption des comptes (en y ajoutant des commentaires) ou alors font passer en fin d'exercice des préavis comme celui de ce soir. Cette deuxième méthode a l'avantage d'être plus transparente mais entraîne souvent des questions ».

La juriste rappelle aussi que : « tout préavis municipal doit faire l'objet d'un vote au Conseil communal. Le Président ne peut donc pas décider de ne pas le faire voter ».

Dans la réponse du Canton, M. COSANDEY relève que le Conseil est forcé de se prononcer même s'il n'y a aucune conséquence en cas de refus ou d'acceptation de ce préavis. Ceci l'amène à se questionner sur le fonctionnement du système qui oblige à soumettre au vote un objet, alors que quel que soit le résultat, il n'a aucune incidence. Au niveau des conséquences, M. le Conseiller cite la réponse du Canton qui indique : « qu'un rejet du préavis est une sanction politique qui n'a pas de conséquences juridiques ». Pour M. Stéphane COSANDEY, il est donc important de retenir qu'il ne peut y avoir de poursuites juridiques contre la Municipalité. Ceci lui paraît logique dans le sens où celle-ci doit réagir à des dépenses inattendues. Cependant, M. le Conseiller estime qu'il doit y avoir une sanction politique. En conséquence, il tient à préciser les choses suivantes : si le Conseil accepte ce préavis tel quel, il désavoue une règle qu'il a mis en place au début de la législature et qui stipule que « tout dépassement de plus de Fr. 50'000.-- doit être avalisé par le législatif ». Donc si ce dernier accepte ce préavis, cela signifie qu'il cautionne le fait d'enfreindre cette règle. Dans le cas contraire, cela veut dire que le Conseil n'est pas solidaire de l'erreur qui a été commise et donc qu'il assume ses responsabilités et respecte la règle qu'il a édictée. Pour conclure, M. COSANDEY indique qu'il refuse ce préavis car il estime que les Conseillers n'ont pas à cautionner un tel dépassement.

M. Robert SCULATI rapporte qu'il travaille dans une entreprise où « la culture de l'erreur » est travaillée non pas par la sanction mais par l'apprentissage, partant du principe que c'est de cette manière que l'on progresse. Il estime que, dans le cas présent, le Conseil pourrait prononcer une sanction, en refusant le préavis mais il préfère la solution de la Commission des Finances qui demande que la Municipalité mette en place une procédure. Cela correspond au principe d'apprendre de ses erreurs, ce qui lui semble utile. Il constate que dans cette affaire différents échelons de la hiérarchie ne sont pas intervenus pour freiner ces dépenses. M. le Conseiller estime que le Conseil d'administration du Centre des Sports a aussi failli. Il est l'organe de surveillance dont plusieurs membres du Conseil Communal en font partie et qui ont été au courant de ce qui se passait. Ils sont sensés connaître les articles de loi cités par M. COSANDEY (loi sur les dépassements de crédit) et ils auraient dû intervenir. Il s'interroge également comment un mail de cette importance puisse se perdre…Il trouve également « léger » que seulement deux personnes valident les dépenses. Dès lors, M. le Conseiller pense qu'il est indispensable de tirer les conclusions qui s'imposent sur ce qui s'est passé et de mettre en place, sans tarder, une procédure efficace car une telle erreur ne doit pas se reproduire. Il estime que c'est d'autant plus nécessaire qu'il va y avoir prochainement de nouveaux Municipaux et que de blâmer ceux d'aujourd'hui sera bien moins efficace que la mise en place d'une procédure stricte.

M. Nicolas CROCI-TORTI partage l'analyse de M. SCULATI et pense que la Municipalité est bien consciente qu'elle doit apprendre de cette erreur. Il imagine que c'est le cas au vu de l'intervention claire de M. le Syndic qui va dans ce sens. M. le Conseiller relève également qu'outre ce crédit supplémentaire de Fr. 400'000.--, une deuxième grosse dépense dépasse la compétence municipale et que dans ce cas aussi on peut se poser des questions sur la procédure. Concernant le Centre des Sports, il souligne que sa gestion est à la limite entre un Conseil d'administration, une société anonyme mais qui a un financement à 99 % communal. M. le Conseiller constate que pour ce deuxième dépassement de Fr. 105'000.-- qui concerne le Service de l'Urbanisme, le Conseil n'a pas eu d'explication. Il estime qu'il y a un paradoxe entre ces gros montants qui dépassent largement ce qui est autorisé et la transparence affichée pour d'autres dépassements de minime importance. Il renonce à en faire une polémique mais souhaite que la Municipalité tire les enseignements de cette situation et mette en place de nouvelles procédures d'ici au printemps prochain. Dès lors, « pour la paix des ménages », il invite le Conseil, à accepter ce préavis et il conclut que « si la Commission des Finances l'accepte, on peut sans autre la suivre »…

M. Marc-Henri DUC demande qui gère le Centre et assure le suivi du budget. Est-ce la Direction ou le Boursier Communal ?

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond que c'est la direction qui gère son budget au jour le jour mais c'est le Boursier qui tient la comptabilité. Les signatures pour les dépenses sont faites par le Directeur du Centre et le Syndic. Ces deux personnes ont une petite compétence qui est octroyée par le Conseil d'Administration de l'ordre de 1'000.-- à 2'000.-- francs pour des dépenses supérieures au budget.

Pour M. Pierre MEYLAN s'il fait l'addition des montants qui figurent au budget 2015 et celle des dépassements, auxquels il retranché le petit dépassement de Fr. 4'700.-- sur le poste 711 pour l'AVASAD, il arrive, à un dépassement de 36 % par rapport au budget. Dès, lors ses questions sont les suivantes : « est-ce que vous trouvez cela normal s'agissant d'un dépassement de budget » et « est-ce qu'au budget 2016, il est possible de mettre une prévision de crédits supplémentaires puisque de toute façon ces dépenses vont grever les comptes, au final ». Si la réponse est « non » parce que ce n'est pas possible réglementairement, la question est réglée, mais si c'est « non » parce que c'est la volonté de la Municipalité, M. MEYLAN aimerait le savoir.

M. le Municipal Jean-Michel CLERC répond que cela lui paraît difficile. S'il se réfère aux années précédentes, il est évident que la majorité des dépassements provient d'évènements imprévisibles tels que des mauvaises conditions météorologiques, une attaque de bostryche en forêt, etc. Il indique qu'il faut

bien se souvenir que dans cette notion de dépassement au budget, il y a des notions d'imprévisibilité qui doivent entrer en ligne de compte. Il estime dès lors qu'il est difficile de prévoir des montants qui sont dus à l'imprévisibilité… De l'avis de Monsieur le Municipal, il est préférable de continuer à procéder de la même manière. Par ailleurs, il pense aussi que l'on prend un mauvais exemple aujourd'hui avec le dépassement du CDS et qu'on en fait un cas d'école alors qu'il n'y a pas lieu de le faire. Jusqu'à présent, les dépassements sont dus à la malchance, à de mauvaises conditions climatiques ou à des circonstances exceptionnelles. A son avis il serait faux de prévoir des réserves dans le budget de fonctionnement.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET, pour appuyer les propos de M. CLERC, prend l'exemple du dépassement de Fr. 105'000.-- concernant l'urbanisme. Il explique qu'un budget a été établi pour différents PPA mais que toute une série d'inconnues impossible à prévoir sont venues gonfler les coûts. Cela peut être des exigences du Canton ou comme pour le PPA du Lombard, de bonnes conditions météorologiques qui font avancer les travaux plus vite que prévu. La Municipalité s'efforce d'établir un budget au plus juste sur chacun des postes, mais si elle commence à se dire « on va prévoir un poste de dépenses exceptionnelles », plus aucun budget ne va tenir et cela n'a pas de sens.

M. Dominique ROUX, président de la Commission des Finances, précise à M. MEYLAN que ce préavis ne concerne que des budgets qui sont dépassés alors que dans le budget communal 2015, il y a des investissements qui ne se sont pas faits, par exemple à cause d'une mauvaise météo. Dès lors, il n'est pas possible de dire qu'il y a 30 % de dépassement sur le budget communal. Pour le savoir, il faut attendre les comptes annuels pour déterminer l'impact de ce dépassement.

M. Dominique DIETRICH pense qu'il serait intéressant de connaître quel est le budget total du Centre des Sports et de voir si le budget était déficitaire ou à zéro. Il pense qu'un refus du préavis ne sert à rien.

M. le Syndic CHOLLET indique que le budget 2015 prévoyait des charges pour un montant de Fr. 2'035'000.-- et des revenus pour Fr. 1'812'000.-- soit un déficit de Fr. 223'000.--. Tandis que le budget 2016, qui vient d'être validé par le Conseil d'administration, fait état d'un budget de Fr. 2'152'000.-- aux charges et de Fr. 2'112'000.-- aux revenus, soit un déficit de Fr. 40'000.--.

Madame Susanne JUNGCLAUS DELARZE rejoint l'avis de M. Stéphane COSANDEY sur le respect de la procédure quant aux dépenses outrepassant la compétence municipale. En outre, lors de l'étude du préavis sur la rénovation de la piscine, elle a pu se rendre compte que ce ne sont ni les entrées à la piscine, ni au solarium ni au wellness qui allaient couvrir le coût d'exploitation. A n'en pas douter, la Commune sera appelée à y contribuer largement. Dès lors, le dépassement du Centre des Sports lui pose un problème de fond car elle constate qu'avec la fermeture de la piscine, le CDS enregistre un déficit de Fr. 200'000.--. Ceci l'amène à douter fortement que celui de 2016 ne sera que de Fr. 40'000.-- ! Pour Mme JUNGCLAUS l'autre problème fondamental est celui du manque de transparence. En effet, elle estime que malgré la présence de trois municipaux au Conseil d'Administration et le responsable financier de la Commune qui gère l'entreprise, le Conseil n'a pas droit à la parole, ce qui la gêne beaucoup ! Elle fait le parallèle avec EPOC où le législatif a quand même le droit de voir le budget et les comptes, de les approuver, ou de se prononcer, par exemple sur l'achat d'un radar ou autre. Par contre, elle considère que pour le CDS, ces points restent complètement opaques et ceci malgré un apport financier régulier, que ce soit au budget, par des crédits complémentaires, des subventions ou des dons. Elle estime légitime que le Conseil soit mieux informé puisque le Centre des Sports est géré un peu comme un Service communal,

Monsieur le Syndic Jean-Luc CHOLLET donne raison à Mme la Conseillère JUNGCLAUS DELARZE. Il pense qu'il peut ce soir s'engager à dire que le budget et les comptes du Centre des Sports seront publiés en même temps que ceux de la Commune. Cela s'inscrit logiquement dans l'esprit de transparence vers lequel tend à aller le Comité de Direction dans la mise en œuvre d'une nouvelle

procédure. Par rapport à la perte de Fr. 200'000.-- en 2015, M. le Syndic pense qu'il était faux de dire : la piscine est fermée donc il y a systématiquement une réduction d'un tiers des subventions au CDS, (sachant que son budget concerne les 3 sites que sont les tennis, la piscine et la patinoire). Cela ne correspond pas à la réalité et c'est une des composantes qui a fait que le CDS enregistre cette perte. L'autre raison est celle que M. le Syndic a invoquée dans sa première intervention à savoir une volonté d'encourager un nouveau dynamisme, la reprise en main et la mise à niveau de la gestion, la création d'une signalétique, la reprise de l'entretien des pistes de ski de fond qui était sous l'égide de TVG, etc. Ce sont toutes ces choses qui ont fait exploser les coûts. En conclusion M. le Syndic réaffirme son engagement à présenter la comptabilité et le budget du CDS au Législatif.

Toujours au chapitre de cette compétence municipale, M. Philippe PASTOR demande si elle est réservée aux seuls cas d'imprévisibilité ou d'urgence ? Il lui semble que le « simple » dépassement de budget ne devrait pas rentrer dans le cadre de cette compétence financière octroyée pour des « dépenses imprévisibles et exceptionnelles ». Pour M. le Conseiller, dans le cas présent, il considère que c'est un mauvais suivi du budget et il peine à comprendre cette gestion qu'il juge mauvaise de la part de la Commune. Il ne trouve pas cela normal et estime que « chaque Service doit connaître et suivre l'état de son budget et le respecter ».

M. le Municipal Jean-Michel CLERC répond que dans cette compétence il n'y a pas que la notion d'urgence mais aussi celle d'imprévisibilité. En effet un imprévu n'est pas forcément urgent… Il précise également que la limite fixée est Fr. 50'000.-- par cas, comme stipulé dans les articles 10 et 11 du règlement de la Municipalité.

M. Philippe PASTOR demande alors si cela veut dire que pour chaque dépassement supérieur à Fr. 50'000.--, la Municipalité doit présenter un préavis.

M. le Municipal Jean-Michel CLERC indique que dans un tel cas et selon la loi, seule une information au Conseil est sensée suffire.

M. Philippe PASTOR reste dubitatif…

M. Jean-Christophe PACHOUD ne veut « jeter la pierre à personne » et convient que l'erreur est humaine. Cependant, il pense que le système de fonctionnement actuel du Centre des Sports est totalement inadapté. Pour M. le Conseiller, il est indéniable que le Directeur et le Syndic ont outrepassé leurs compétences financières et que le Conseil d'administration n'a pas eu le réflexe d'intervenir face à un tel dépassement. Cela lui apparaît incompréhensible.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET demande à M. le Conseiller sous-entend que les responsables actuels sont totalement incapables de gérer le Centre des Sports.

Au vu de ce qui s'est passé, M. Jean-Christophe PACHOUD estime que le système de gestion ne fonctionne pas.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond que c'est précisément pour résoudre ce dysfonctionnement qu'il s'est personnellement engagé à mettre en place une nouvelle procédure dès le prochain exercice comptable.

M. Jean-Christophe PACHOUD s'interroge sur l'opportunité de demander un audit pour tirer les conclusions de cette affaire.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET estime que ce n'est pas nécessaire car « on sait ce qui s'est exactement passé » et il assume son erreur, comme dit précédemment. Différentes démarches sont en cours pour

mettre en place une procédure stricte afin d'éviter que ce genre de problème ne se reproduise. Il pense qu'un audit « va coûter cher pour arriver aux mêmes conclusions » !…

M. Jean-François THEUBET est aussi un partisan de « la paix des ménages », comme M. CROCI-TORTI, et partage l'avis de M. SCULATI qu'il faut « apprendre de ses erreurs ». Cependant, comme dans tout apprentissage, il estime qu'il doit y avoir une évaluation et une notification de ce qui n'est pas fait dans les règles. Or, dans ce cas précis, force est de constater que les règles n'ont pas été respectées. Dès lors, pour que chacun se sente libre de se prononcer sur ce préavis, M. le Conseiller propose que le vote se fasse à bulletin secret.

M. le Président demande si la proposition de M. THEUBET est appuyée par 5 autres Conseillers, ce qui est le cas. Le vote se fera donc à bulletin secret.

A ce stade de la discussion et au vu des interventions focalisées sur le compte 160, M. le Municipal Jean-Christophe LACK propose qu'un amendement soit déposé afin que le Conseil se prononce sur ce point précis afin d'éviter que l'entier du préavis soit refusé, alors que les autres dépassements ne suscitent pas d'avis négatif.

M. Jean-François THEUBET demande alors un peu de temps pour rédiger un amendement.

Dans l'intervalle, M. le Président continue l'énumération des autres points du préavis et les met en discussion.

Au point 420 « PPA En Lombard », M. Gilles BLATT demande s'il s'agit bien d'un investissement fait par la Commune pour les propriétaires concernés par ce PPA et qu'il y aura, dans un deuxième temps, une ristourne de ceux-ci.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond que c'est exact mais il souligne qu'il faudra un certain nombre d'années avant que les propriétaires remboursent la Commune. Cela émarge donc forcément les comptes communaux actuels mais l'entier des sommes investies par la Commune, dans les PPA « privés », seront tôt ou tard effectivement remboursées puisque les parcelles concernées sont grevées par une charge foncière.

M. Gilles BLATT demande si les charges sont déjà inscrites sur les parcelles.

M. le Syndic répond par l'affirmative.

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE dépose un amendement au compte 160 qui a la teneur suivante : « Vu les discussions portant sur le point n° 1 du préavis 2015/16, je propose de le retirer du préavis. La conclusion serait donc d'accepter les autres points et d'accorder à la Municipalité un crédit supplémentaire de Fr. 284'900.-- au budget de fonctionnement 2015 ».

M. le Président demande à Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE si le vote à bulletin secret est sollicité seulement pour l'amendement.

Mme JUNGCLAUS DELARZE répond par l'affirmative.

M. le Président relit l'amendement et fait distribuer les bulletins de vote.

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE précise à l'Assemblée que si l'amendement est accepté, le point n° 1 du préavis sera retiré. Dans le cas contraire, le vote portera sur le préavis tel que proposé par la Municipalité.

M. Jean-François THEUBET souhaite préciser que le vote de cet amendement permet au Législatif de dire s'il accepte ou pas ce dépassement. Il rappelle que, de toute façon, cette somme étant déjà dépensée, elle apparaîtra dans les comptes.

M. le Syndic ne voit pas très bien le sens de cette démarche, si ce n'est « pour le jeu »… Il demande à M. THEUBET s'il se rend compte que le vote de cet amendement est « parfaitement illégal ». M. le Syndic se réfère pour cela à l'avis de droit donné par le Service des Communes qui lui a confirmé que la loi stipule que tous les dépassements doivent être soumis à l'approbation du Conseil. Comme déjà dit, ce même Service lui a précisé qu'il n'est légalement pas possible de faire simplement un commentaire aux comptes pour annoncer un dépassement, bien que certaines Communes procèdent ainsi. Pour M. CHOLLET : « on atteint là les limites du système »…

Pour M. Georges CRAUSAZ le but d'un amendement vise à modifier un texte et pas à le supprimer, comme ici, du préavis.

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE revient sur l'intervention de M. le Syndic et tient à préciser que le dépôt de l'amendement pour le retrait du point n° 1 du préavis n'est pas illégal. Mme la Conseillère considère que c'est une prérogative de son mandat et ajoute : « on a été élu pour faire la surveillance du travail de la Municipalité ». Elle réfute donc que M. le Syndic dise que c'est illégal car ce n'est pas correct. Elle affirme que « c'est notre droit et ça n'a rien d'illégal ». Mme JUNGCLAUS indique encore « si ça venait aux comptes, on pourrait refuser la ligne des comptes. Cela ne changerait rien puisque c'est dépensé mais c'est juste un droit de nous exprimer ».

M. le Syndic répond à Mme JUNGCLAUS DELARZE qu'il ne conteste pas ce droit mais qu'il voulait juste démontrer la limite du système.

Pour M. Roberto VALTERIO, le fait d'accepter l'amendement et de supprimer le point n° 1 ne résout rien car la Municipalité devra présenter un nouveau préavis car « il est impossible de laisser cette dépense comme ça en l'air, au risque d'effectivement devenir illégal »… il faudra de toute façon que le Conseil se prononce sur cette somme… Pour M. le Conseiller, un refus, ce soir ne servirait à rien, si ce n'est qu'à reprendre le même débat quelques mois plus tard… Par ailleurs, il rappelle que cet amendement doit être mis en discussion avant de procéder au vote.

M. le Président ouvre la discussion.

M. le Syndic considère que la controverse suscitée par ce dépassement montre clairement les limites du système quant à la procédure de son traitement. Il rappelle les indications de la juriste du Service des communes mais pour M. CHOLLET l'intention du vote de ce soir vise surtout à demander : « est-ce qu'on met une claque dans la tronche du Syndic ?!… »

La parole n'étant plus demandée, M. le Président fait procéder à la distribution des bulletins de vote.

Afin de procéder au dépouillement, la séance est suspendue une dizaine de minutes.

A la reprise, M. le Président Olivier DUBI annonce le résultat du vote relatif à l'amendement qui est rejeté par 47 non (17 oui et 1 blanc).

M. le Président demande si quelqu'un souhaite encore s'exprimer sur le préavis avant de le soumettre au vote. La parole n'étant pas demandée, les conclusions sont relues et l'Assemblée est priée de se prononcer.

A main levée et à la majorité évidente soit 45 oui, 10 non et 5 abstentions,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2015/16
- ayant entendu le rapport de la Commission des Finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

d'**ACCORDER** à la Municipalité des crédits supplémentaires de **Fr. 684'900.** -- au budget de fonctionnement 2015 conformément aux explications fournies dans le préavis municipal.

Le financement de ces crédits a été ou sera entièrement assuré par la trésorerie courante.

Madame Susanne JUNGCLAUS DELARZE demande la parole et indique que le groupe « Les Verts », par le rejet de l'amendement et l'acceptation du préavis, a pris acte que les Conseillers « ont pardonné ». Par contre, elle souhaite maintenant que le Syndic ou le Collège municipal, qui, selon Mme JUNGCLAUS est aussi concerné, indique à partir de quand il va y avoir des communications régulières sur les activités du Centre des Sports.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond qu'à la prochaine séance, il va proposer une procédure d'amélioration des suivis pour la gestion et des communications régulières se feront sur les activités du Centre des Sports. Il s'engage également à avertir et à informer le Conseil, dans les meilleurs délais, si des dépenses imprévisibles devaient survenir suite des pannes de machinerie ou autres, qui ne sont pas à exclure dans un tel bâtiment.

M. le Président Olivier DUBI remercie Mme JUNGCLAUS DELARZE pour son intervention et indique que la majorité de l'Assemblée souhaite également une information précise et détaillée, sur les grosses dépenses du CDS. M. le Président pense que cela contribuerait à une meilleure compréhension.

3. Budget 2016

M. Dominique ROUX, Président de la Commission des Finances, donne lecture de son rapport. Après étude et séance de travail avec la Municipalité, les membres de la Commission proposent à l'Assemblée d'accepter le budget communal 2016, tel que présenté dans le préavis municipal.

Avant de passer en revue les comptes, M. le Président Olivier DUBI, propose aux Conseillers de poser leurs questions au fur et à mesure.

Compte 170 – Sports
170.3650 Dons et subventions

Mme Elodie PELLATON constate une grosse augmentation de ce poste et en demande la raison.

M. le Syndic répond que c'est une nouvelle manière de faire. Le but est de mettre clairement en lumière ce que peut rapporter le Centre des Sports tout en sachant que ce site restera déficitaire. L'option choisie est que les clubs payent au Centre des Sports l'utilisation des infrastructures au prix normal, avec des rabais pour les clubs locaux, et que la Commune leur octroie une subvention plus élevée que par le passé. Ce changement permet une meilleure distinction des comptes car ce n'est pas au Centre des Sports qu'il

appartient de subventionner les clubs sportifs. Ce rôle est dévolu à la Commune qui, pour ce faire, a augmenté le compte 170.3650 « dons et subventions ».

170 Sports
170.3139 - Achat de fournitures diverses

M. Pierre MEYLAN demande à quel endroit est située la rampe de skateboard. Est-ce que le résultat de l'enquête quant à son emplacement et son utilité a été pris en compte ?

Mme la Municipale Sally Ann JUFER répond que la rampe actuelle est complètement cassée et inutilisable. Pour la remettre en état un devis a été établi à Fr. 11'000.--. Dès lors il est préférable de la remplacer et c'est pourquoi il a été décidé de mettre au budget ce montant de Fr. 6'000.-- pour acheter une nouvelle rampe. Celle-ci est à peu près semblable, mais elle pourra être déplacée par la suite à Perrosalle, une fois les travaux réalisés. Dans l'intervalle, il est nécessaire de la remplacer car il y a un intérêt marqué de la part des enfants pour cette activité. Mme JUFER indique qu'un projet de skate parc est à l'étude et que cette rampe pourrait y être déplacée.

M. Pierre MEYLAN demande si le lieu choisi se situe sur Ollon plaine.

Mme la Municipale Sally Ann JUFER répond par l'affirmative. Cette rampe remplace l'ancienne qui est hors d'usage, au même endroit.

350 – Bâtiments
350.3141 - Entretien des bâtiments

Au sujet du poste « divers attribué à l'ensemble des bâtiments », M. Pierre MEYLAN demande à quoi correspond ce montant de Fr. 35'300.-- ?

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond que ce montant est l'addition de toutes les petites dépenses budgétées pour l'entretien courant des bâtiments. La liste serait trop longue à énumérer mais cette somme apparaît chaque année au budget et elle est basée sur la moyenne des dépenses des années précédentes.

450 – Traitement des déchets
450.3115 – Achat de grosse machine et véhicule aspirateur à déchets Glouton

Si Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE peut comprendre l'utilité d'un aspirateur pour la voirie sur de grandes zones pavées, comme en ville de Lausanne, elle a plus de peine à imaginer son utilité à Ollon ou à Villars… ou alors est-ce que c'est pour aspirer les pavés autour des moloks ?

Mme la Municipale Lyne PERRET répond que ce n'est pas pour aspirer les pavés autour des moloks mais explique que cette machine a été prêtée à la voirie cet automne pour tester le nettoyage des trottoirs à Villars et les bords entre le trottoir et la route où la balayeuse est inefficace. Cette machine permet d'aspirer les pétales de fleurs et les mégots de cigarettes qui se ramassent encore à la pince, ce qui prend un temps fou ! L'idée de la voirie est d'utiliser principalement cet aspirateur à Villars pour l'entretien du tronçon allant du centre de la station jusqu'à Chesières.

M. Philippe PASTOR demande si ces machines fonctionnent à l'électricité ?

Mme la Municipale Lyne PERRET répond que ces machines sont effectivement électriques.

502 - Bâtiments scolaires
502.3141 - Entretien des bâtiments scolaires

Pour faire suite à son interpellation du 30 octobre dernier M. Jean-François THEUBET dépose un amendement relatif au compte 502.3141. En effet, comme expliqué en octobre, il pense que l'école d'Ollon, en particulier le bâtiment principal de Perrosalle, mériterait d'être un peu rénové afin de le rendre moins triste. Sur demande de Mme JUFER, M. le Conseiller lui a remis une liste de propositions. Il explique qu'un des projets consisterait à donner « un coup de peinture » aux structures métalliques à l'intérieur du bâtiment et à changer la couleur des portes des salles de classe, dont la couleur orange ne correspond plus, selon lui, à notre époque… Il considère également que ces rénovations pourraient être mises en valeur par un éclairage LED, économiseur d'énergie. Dès lors et pour faire le pendant financier du préavis 2015/08 (réaménagement de la buvette des Tennis des Sports de Villars pour un montant total de Fr. 105'000.--) et conformément à l'art 89 du règlement du CC, il dépose un amendement visant à augmenter le poste « Entretien des bâtiments scolaires » de Fr. 105'000.--, ce qui représente 0.2 % des dépenses communales et qui porte le total des charges du budget 2016 à Fr. 48'611'010.-- et le total des revenus à Fr. 46'965'880.-- pour arriver à un déficit de 1'845'100.-- .

M. le Président ouvre la discussion sur cet amendement.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER regrette que M. THEUBET n'ait pas pris connaissance des réponses à ses demandes qu'elle a préparées avec la conciergerie et le Service des bâtiments. En ce qui concerne la peinture orange sur les portes, elle constate que cette couleur est très tendance et revient à la mode. Elle relève qu'elle est notamment présente dans les locaux du nouveau collège de Bex qu'elle a visité il y a 10 jours, tout comme dans les vestiaires des Verschy. Mme la Municipale est bien consciente que les portes des classes ont 40 ans et qu'elles n'ont jamais été repeintes mais elle constate aussi qu'elles sont en parfait état ! Elle concède qu'il est très important de motiver les enfants, d'avoir de la nouveauté etc. et c'est aussi dans cette optique que s'inscrit le projet de rénovation prévu dans le cadre de l'agrandissement du collège de Perrosalle. Mme JUFER explique qu'il y a des propositions qui ne sont pas réalisables comme celle de peindre les parois. En effet, comme il s'agit de parois amovibles, il faudrait les démonter complètement pour que les joints soient parfaitement recouverts, sinon lors de leurs déplacements, il y aurait des différences de couleurs…

M. Jean-François THEUBET interrompt Mme la Municipale pour préciser qu'il lui a fait une liste de propositions, à sa demande, en sachant qu'avec Fr. 105'000.--, toutes ne pourraient pas être réalisées. Cependant, il estime que l'on peut offrir au bâtiment principal de Perrosalle, un petit coup de rafraîchissement, raison pour laquelle il propose cet amendement. Il laisse le soin aux personnes compétentes de décider ce qu'il faut rafraîchir et ce qu'il est possible de faire.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER explique qu'il est difficile d'augmenter le budget sans savoir exactement ce que l'on peut faire avec cette somme de Fr. 105'000.--. Il serait plus judicieux que la Municipalité s'engage à préparer un préavis qui tienne compte des propositions de M. THEUBET et propose quelque chose de précis avec un coût défini.

M. Roberto VALTERIO salue la proposition de M. THEUBET, mais il pense que son avis sur la motivation des élèves lui appartient… Personnellement, il aurait plutôt tendance à croire que c'est le système d'enseignement qui doit motiver les élèves et non pas le décor… M. le Conseiller indique qu'il va refuser l'amendement parce que la proposition de Mme JUFER est juste et constructive et que c'est la bonne manière de procéder. Il aimerait aussi attirer l'attention du Conseil sur le fait qu'il y aura bientôt l'agrandissement du collège et qu'une fois que la nouvelle construction sera réalisée, il y aura aussi des travaux à entreprendre dans les anciens bâtiments. Dès lors il estime qu'il faut bien réfléchir et veiller à ne pas dépenser trop d'argent pour ne pas « le jeter à la poubelle ».

Durant l'intervention de M. VALTERIO, M. Pierre MEYLAN dit abruptement que la construction du nouveau collège n'est pas prête de se réaliser…

M. Roberto VALTERIO invite M. MEYLAN à ne pas l'interrompre et à demander la parole dans le respect du protocole…

M. Robert SCULATI soutient l'amendement déposé par M. THEUBET et demande si le budget qui est alloué au collège ne concerne que l'infrastructure ou également ce qu'il y a à l'intérieur comme les tables, chaises, etc. ? Pas favorable au préavis 2015/08 relatif au réaménagement de la buvette des Tennis du Centre des Sports de Villars, M. le Conseiller fait remarquer, non sans ironie, qu'il serait plus opportun d'allouer un peu plus d'argent au collège dont la fréquentation est supérieure à celle de la buvette du Centre des Sports… Lors des réunions de parents, il a par ailleurs remarqué que le matériel et les ordinateurs étaient vieillissants. Il ne connait pas toutes les propositions de M. THEUBET mais il pense qu'effectivement cela serait un signal positif pour la population et les élèves en montrant que la Commune investit également pour la jeunesse.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER reconnait la pertinence de l'intervention de M. SCULATI mais indique que le choix et la gestion du matériel sont de la compétence de la Direction des écoles. En effet, chaque année celle-ci présente, à la Municipalité, pour validation, un budget qui sera ensuite porté au budget communal. A part les ordinateurs qui sont payés par le Canton, c'est la Commune qui prend en charge les coûts du mobilier mais c'est la Direction des écoles qui gère « son enveloppe » en fonction de ses besoins. Elle précise que la conciergerie de l'école répare les meubles abîmés et gère ce qui doit être remplacé.

M. Robert SCULATI demande si la Direction des Ecoles sait qu'elle peut demander une augmentation de son budget ?

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond par l'affirmative.

M. Jean-François THEUBET souligne qu'il a spécifié dans son amendement « entretien » pour différencier de l'investissement. Pour répondre à M. VALTERIO, par rapport à son avis sur la motivation des élèves dans un environnement agréable, il lui précise qu'il est basé sur une étude de l'OCDE. Pour ce qui est de l'entretien, il se réfère à son intervention du 30 octobre dans laquelle il soulignait l'excellent travail des concierges de Perrosalle. Son but est d'augmenter les moyens d'entretenir le bâtiment, sans dépassement de budget.

Dans le cas où l'amendement serait refusé, M. THEUBET demande à la Municipalité de présenter, d'ici la fin de la législature, le préavis pour lequel elle s'est engagée précédemment. En effet, dans l'incertitude des résultats des prochaines élections communales, il souhaiterait pouvoir voter sur ce préavis qui lui tient à cœur.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond qu'elle fera tout son possible pour que le préavis puisse être présenté d'ici la fin de la législature.

Mme Eliane FAILLETAZ qui est enseignante à Aigle constate que le changement du mobilier scolaire s'y effectue dans un laps de temps encore bien plus long qu'à Ollon qui, à son avis, n'est pas si mal loti !... Par ailleurs, elle se réfère aux récents problèmes d'amiante survenus au collège d'Aigle et elle imagine que le bâtiment principal d'Ollon aura certainement été construit avec des matériaux qui en contiennent.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond qu'effectivement le bâtiment d'Aigle concerné par le problème d'amiante est construit sur le même style que celui d'Ollon mais cela ne veut toutefois pas dire qu'il est construit avec les mêmes matériaux. En effet, Mme la Municipale indique qu'il y a quelques années, des contrôles au niveau de l'amiante ont été effectués mais, malheureusement, le rapport est introuvable. La raison de cette perte semble être une fuite d'eau qui a endommagé les archives du bureau technique et qui a complètement détruit de nombreux classeurs. Des recherches sont en cours pour retrouver la trace de ce rapport. Néanmoins, la Commune a mandaté une nouvelle expertise pour les collèges d'Ollon et de Villars. Mme la Municipale indique que dans le cadre du concours d'architecture pour l'agrandissement du complexe scolaire de Perrosalle, l'architecte a déjà fait beaucoup de recherches. Mme JUFER précise encore que lors du changement de faux-plafonds endommagés il y a eu des contrôles qui ont montré qu'ils ne contenaient pas d'amiante mais de la laine de roche.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président Olivier DUBI relit le texte de l'amendement déposé par M. THEUBET et qui est retranscrit ci-après : « comme évoqué lors de la dernière séance, je souhaite déposer un amendement au budget sur le compte 502.3141.00. En effet, comme expliqué en octobre, je pense que l'école d'Ollon, particulièrement le bâtiment principal de Perrosalle, peut être quelque peu rénové afin de le rendre moins triste. C'est pourquoi et sur sa demande, une liste de propositions a été transmise à Mme la Municipale Sally-Ann JUFER. Dans un souci d'efficience je me permets de ne pas vous la soumettre entièrement ce soir. Sachez néanmoins qu'un des projets consisterait à donner un coup de peinture aux structures métalliques intérieures et à simplement changer la couleur des portes des salles de classes. Remplacer l'orange de la période « disco » permettrait de dire à la jeunesse « bienvenue dans un endroit qui correspond à votre époque ». Ces rénovations pourraient bien évidemment être mises en valeur par un éclairage LED, économiseur d'énergie. En me basant sur le préavis 2015/08 qui montre que la Commune peut investir dans des rénovations, je me permets, Mesdames, Messieurs, de vous faire la proposition suivante, sous forme d'un amendement, conformément à l'art. 89 du règlement du Conseil, au compte 502.3141 – entretien des bâtiments scolaires, charges Fr. 389'300.-- soit un montant augmenté de Fr. 105'000.--, somme ne représentant que 0.2% des charges. »

Au vote, à main levée, l'amendement est refusé par 39 non, 13 oui et 8 abstentions.

502 - Bâtiments scolaires
502.3141 - Entretien des bâtiments scolaires

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE relève un montant de Fr. 3'000.-- prévu pour la fermeture de l'ancien abri à container avec portes à battants à l'ancien collège de Villars. Elle demande à quoi va servir un abri fermé ? Elle se demande s'il ne serait pas plus pertinent de le démolir ou de le réaffecter.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond qu'il s'agit d'un abri ouvert qui se trouve derrière le bâtiment et où se trouvaient des containers de tri. La neige s'y engouffre facilement et il est régulièrement rempli de détritus de toutes sortes. Sa fermeture facilitera son entretien par le concierge et lui permettra également de ranger ses fraiseuses à l'abri des intempéries.

M. Ferenc RABEL, par ailleurs concierge du collège de Villars, explique, qu'à l'heure actuelle, il n'a pas d'endroit pour ranger la tondeuse, la fraiseuse ou d'autres appareils d'entretien. Comme la charpente existe mais que les containers sont supprimés, M. le Conseiller a proposé de fermer cet abri avec des portes battantes ce qui permet de créer un local pour entreposer tout ce matériel, au lieu qu'il reste simplement dehors.

Sur le même poste, Mme JUNGCLAUS DELARZE relève un montant de Fr. 19'000.-- pour « des appareils ménagers fixes pour cuisine économie familiale ». Elle demande de quoi il s'agit et si ce n'est pas des charges qui incombent au Canton ?

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond que le changement de ses appareils est effectivement à la charge de la Commune. Il s'agit de cuisinières utilisées par les élèves dans le cadre de leurs cours de cuisine. Les appareils actuels fonctionnent très mal et doivent être changés.

502 - Bâtiments scolaires
502.3320 – Amortissements supplémentaires

M. Robert SCULATI demande à quoi correspondent ces amortissements pour un montant de Fr. 217'000.-- ?

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond que c'est un amortissement sur le préavis pour le collège de Perrosalle.

M. le Boursier Pierre VIGOLO explique que ces amortissements supplémentaires concernent les amortissements qui ont été voté au moment de l'acceptation des préavis d'investissement quant aux formes de prélèvement aux réserves. Souvent dans les termes financiers utilisés à la fin du préavis, il est dit : « sera financé par le prélèvement aux réserves de « X » francs et un amortissement de « X » francs ». C'est une mécanique comptable qui s'équilibre et qui permet à M. le Boursier de suivre au plus juste les réserves disponibles.

M. Robert SCULATI demande alors à quel préavis ce montant se rapporte.

Mme la Municipale JUFER répond qu'il concerne le préavis relatif au concours d'architecture, soit le préavis n° 2013/07.

504 - Repas scolaires Villars

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE précise d'emblée qu'elle est tout à fait favorable à la journée continue. Dans cette optique, elle a fait des calculs en tenant compte des prévisions du nombre de repas et de leur coût et constate qu'à Ollon le repas coûte Fr. 16.80, ce qui correspond au prix d'une assiette du jour, ce qui lui paraît normal, mais relève qu'à Villars ce coût monte à Fr. 24.50. Elle demande si ce montant est vraiment incompressible car cela lui semble extrêmement cher pour un repas ou est-ce que la garde des enfants est comprise dans ce prix ? Si tel est le cas, comment se décompose ce prix.

M. le Municipal Fabio GHIRINGHELLI concède que le réfectoire de Villars, depuis sa création, a toujours coûté plus cher qu'à Ollon. Cela provient essentiellement du coût de la surveillance des élèves. M. le Municipal explique qu'en hiver, il faut accompagner les enfants qui vont skier du collège d'En Haut jusqu'à la gare de Rochegrises. Cela fait partie du service que la Commune assure car il n'est pas possible de laisser des petits élèves aller tout seul à la gare avec leur équipement de ski. D'autre part, l'environnement autour du collège (talus etc.) ne permet pas d'avoir qu'une seule personne qui surveille. Au niveau du budget relatif à la surveillance, celui-ci est calculé assez haut car il dépend du nombre d'élèves qui fréquentent l'UAPE puisque qu'à Villars ce n'est pas une obligation au vu du manque de places, contrairement à Ollon.

570 Camps et sports scolaires
570.3652 – Participation sur coût camps scolaires

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE demande pourquoi ce poste augmente de Fr. 11'900.-- en 2015 à Fr. 37'300.-- en 2016 alors que le Canton prend maintenant en charge les salaires des enseignants et accompagnants à ces camps.

M. le Municipal Flavio GHRIRINGHELLI répond que cette augmentation provient du coût de location pour le logement des camps. En effet, la Commune a décidé d'organiser des camps à la Maison militaire de Bretaye plutôt que d'envoyer les enfants ailleurs même si le logement y est plus cher.

Mme JUNGCLAUS DELARZE dit avoir pris note de l'explication mais avoue ne pas comprendre…

M. Pierre MEYLAN, Conseiller et Doyen des écoles d'Ollon, explique qu'il y aura plus d'élèves qui participeront à des camps et qu'effectivement les tarifs de la Maison militaire ont augmenté. Cependant il lui semble qu'il y a une erreur quant au montant budgeté et pense que celui-ci devrait plutôt avoisiner les Fr. 20'000.--, s'il se réfère aux coûts effectifs des camps et la participation financière du Canton. Il souligne qu'avec l'aide du Canton les camps scolaires coûtent de moins en moins cher à la Commune alors qu'il y a beaucoup plus d'élèves qui y participent.

M. le Municipal Fabio GHIRINGHELLI va effectuer un contrôle au niveau de la somme provisionnée.

M. le Président remercie M. MEYLAN pour ses explications complémentaires.

651 Service du feu
651.3521 – Participation au SDIS des Salines

S'agissant d'une entente communale et au vu de ses statuts, M. André BAUMANN pense qu'il devrait être possible de voir l'ensemble du budget du SDIS, avant que le Conseil communal se prononce.

M. le Municipal Fabio GHIRINGHELLI indique que le SDIS transmet ses comptes et qu'ils sont joints aux comptes communaux mais que jusqu'à maintenant cela ne s'est pas fait au niveau du budget. Il va se renseigner mais concède que la logique voudrait que le SDIS transmette également son budget.

M. Stéphane COSANDEY demande à la Municipalité quelle est la règle qui prévaut pour tous ces postes intercommunaux (police pompiers, stand de tir etc.). Est-ce qu'il ne devrait pas y avoir une commission intercommunale pour toutes ces entités ?

M. le Municipal Fabio GHIRINGHELLI répond qu'il faut bien différencier les associations de communes et les ententes communales. Quand il y a une association de Communes, il y a un Conseil intercommunal alors qu'il n'y en a pas quand il y a une Entente.

Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE demande alors la signification du sigle « EPOC »…

M. le Municipal Fabio GHRINGHELLI répond qu'effectivement le sigle « EPOC » relatif à l'Entente des polices du Chablais a été maintenu car il est devenu usuel dans la région. Toutefois cette Entente s'est transformée en Association intercommunale de la police du Chablais Vaudois pour laquelle un Conseil intercommunal a été constitué.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

M. le Président Olivier DUBI relit les conclusions municipales et soumet le budget 2016 au vote de l'Assemblée.

A main levée et à la majorité évidente (59 oui et une abstention),

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- vu le budget 2016 daté du 9 novembre 2015 présenté par la Municipalité,
- entendu le rapport de la Commission des Finances pour l'examen de cette affaire,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

DECIDE

d'ADOPTER le budget du Service des Finances communales pour 2016 qui se présente de la manière suivante :

Total des charges	**Fr.**	**48'506'010.--**
Total des revenus	**Fr.**	**46'765'880.--**
Déficit	**Fr.**	**1'740'130.--**

M. Pierre MEYLAN demande la parole et explique sa vive réaction quant à « l'hypothétique » prochaine construction du collège de Perrosalle. A son avis, celle-ci ne démarrera pas avant 5 ans s'il se réfère à la situation actuelle entre le propriétaire du terrain et la Commune, donc « on n'est pas prêt de casser la bouteille de champagne », dixit M. MEYLAN… Il relève que l'amendement de M. THEUBET concernerait des améliorations et un rafraîchissement à l'intérieur du bâtiment ce qui n'a rien à voir avec des entretiens et des rénovations sur l'ensemble du bâtiment. Ces rénovations-là ne vont pas se faire avant que le nouveau bâtiment soit construit. Pour lui il ne faut pas confondre les 2 choses et il pense que ce ne serait pas de l'argent jeté par la fenêtre, si la Commune décidait d'installer des lumières LED et de rafraîchir la peinture intérieure.

M. Roberto VALTERIO répond à M. MEYLAN « qu'en tant que citoyen et membre de ce Conseil, il aurait mieux fait de faire cette remarque au moment du traitement de cette affaire et plus maintenant »…

M. le Président Olivier DUBI, clôt la discussion.

4. Réponse de la Municipalité d'Ollon à la motion déposée par la Conseillère communale Elodie PELLATON sollicitant de l'Exécutif boyard qu'il fasse procéder un diagnostic local de sécurité sur le territoire communal

M. le Président donne la parole à la Municipalité.

Puisque les Conseillers ont déjà tous reçu la réponse de la Municipalité à cette motion, M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET ne va pas la lire dans son entier. Il fait simplement part de quelques considérations et notamment que la marge de manœuvre d'un Conseiller est limitée dans le cas d'une convention signée entre plusieurs communes. Pour EPOC, cette convention est valable 5 ans et se termine dans 2 ans. Ollon a fait ce diagnostic local de sécurité et le résultat qui en ressort est plutôt positif, même s'il convient de reconnaître que le questionnaire était critiquable dans sa façon de pouvoir y répondre. La Municipalité a transmis ce rapport à l'Etat-major d'EPOC afin que les remarques et points d'amélioration soient pris en

compte. M. le Syndic peut difficilement dire autre chose si ce n'est que la Municipalité prend acte mais ne voit pas très bien ce qu'il pourrait se faire de plus au niveau des Conseillers. D'un point de vue opérationnel c'est la Municipalité qui est légitimée pour avoir des contacts réguliers avec l'Etat-major de la police et tenter, par exemple, d'obtenir une présence accrue autour de la gare ou dans le village d'Ollon.

Mme Elodie PELLATON prend acte des commentaires de M. le Syndic et l'en remercie. Elle demande si ce diagnostic sera pris en compte par la Municipalité au moment du choix de reconduire cette association ou d'en sortir ?

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond que la Municipalité actuelle ressent qu'il s'agit là d'un enjeu politique pour les prochaines élections. Il y a ceux qui sont favorables à la police cantonale et ceux qui le sont à la police locale. Cependant il appartiendra à la prochaine Municipalité de décider de poursuivre la collaboration avec l'association des polices du Chablais ou d'en sortir et d'opter pour la police cantonale.

M. le Municipal Flavio GHIRINGHELLI complète la réponse de M. le Syndic en expliquant que le travail qui a été fait sur Ollon a aussi été favorable pour EPOC. Cela a permis au niveau du comité directeur de la police de se poser certaines questions au niveau de son organisation, sachant bien que le canton impose toujours plus de contraintes aux polices intercommunales. Par contre, M. le Municipal relève que l'entente au niveau opérationnel entre la gendarmerie et EPOC se passe très bien. Il cite l'exemple de collaboration qui se passe sur Bex, par rapport au trafic de drogue, entre EPOC et la brigade des stupéfiants et les appuis de la gendarmerie pour des patrouilles notamment sur le plateau de Villars.

M. Stéphane COSANDEY découvre ce soir, comme beaucoup de Conseiller, l'utilité et l'utilisation d'une motion… Personnellement, M. le Conseiller s'attendait à ce que la Municipalité propose un plan d'actions sur les problèmes principaux relevés. Par exemple pour la circulation trop rapide à certains endroits : il aurait pensé qu'une étude et des propositions pour créer davantage de zones 30 ou de zones de convivialité etc. aurait été diligentée. Pour le point 7, quant aux offres pour les jeunes le weekend, il se souvient que le Conseiller Nicolas CROCI-TORTI, lors d'un précédent Conseil, avait déjà soulevé ce point et fait part de sa préoccupation de trouver une place pour les jeunes dans le village, M. COSANDEY s'attendait là aussi à des propositions, une marche à suivre, des actions, un budget etc. de la part de l'exécutif.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond que c'est le travail, au quotidien, de la Municipalité que d'essayer d'améliorer les choses dans tous ces domaines, preuve en est la communication qui sera donnée tout à l'heure relative à la circulation sur la route de la Distillerie. Au niveau de la jeunesse, il indique que dans le budget 2016 qui vient d'être accepté il est prévu un poste à 40 % pour un animateur sportif dont le rôle principal sera d'amener les jeunes « qui ne font rien » à pratiquer du sport. Selon M. le Syndic, ces exemples sont « des bouts de réponses » mais c'est réellement des séquences de politique communale, de droite comme de gauche, qui vont dans le sens des attentes de M. COSANDEY. Par ailleurs, M. CHOLLET rappelle qu'EPOC est une association intercommunale et comme déjà dit précédemment, la Municipalité ne peut pas en exiger tout ce qu'elle veut…

M. Stéphane COSANDEY remercie M. le Syndic pour sa réponse et souhaite que dans le prolongement de cette motion, la Municipalité communique régulièrement sur les actions entreprises

La parole n'étant plus demandée, M. le Président relit les conclusions du rapport de la Municipalité avant de le soumettre au vote.

Ainsi, à main levée par 59 oui et 1 abstention,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant d'une part entendu le rapport de la Municipalité à propos de l'objet cité en titre et, d'autre part, des nombreuses recommandations émises par l'auteur de l'étude ainsi diligentée

DÉCIDE

de **PRENDRE ACTE** de la réponse de la Municipalité faisant suite à la motion déposée le 12 décembre 2014 par Mme la Conseillère communale Elodie PELLATON qui sollicitait de l'Exécutif qu'il fasse procéder à l'établissement d'un diagnostic local de sécurité sur le territoire boyard.

5. COMMUNICATIONS MUNICIPALES

1. M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET donne lecture de la communication municipale intitulée : « Office postal d'Ollon – annonce de fermeture définitive ».

   M. le Syndic précise que la demande de vote de ce soir vise à connaître l'avis du Conseil et de savoir si la Municipalité va de l'avant et entreprend des démarches pour s'opposer, par principe, à la fermeture de cette poste. Pour les Conseillers qui étaient présents à l'époque de la fermeture de la poste de Chesières, il rappelle qu'ils étaient nombreux à se mobiliser pour récolter des signatures pour son maintien…

   Madame Susanne JUNGCLAUS DELARZE redemande le nombre de passages quotidiens à la poste et quels seront les services postaux assurés à la pharmacie.

   M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond les services seront les mêmes que ceux qui sont assurés maintenant à l'office d'Ollon à la seule différence que les paiements ne pourront plus se faire avec de l'argent liquide mais seulement avec des cartes de crédit. La distribution du courrier se fera par les facteurs basés à Aigle mais il n'y aura pas d'incidence à ce niveau-là pour la population. Comme il n'y aura plus d'activités postales dans les locaux d'Ollon, ceux-ci seront mis aux enchères. Par conséquent, les cases postales devront être déplacées et deviendront payantes. Il semble cependant que pour éviter du trafic devant la pharmacie, il soit plus judicieux de placer ces cases sous le kiosque Naville. Pour ce qui est de la fréquentation au guichet d'Ollon, M. le Syndic donne les chiffres communiqués par la Poste, à savoir : moyenne quotidienne : 219 versements, 198 lettres dont 60 de clientèle privée et 138 de clientèle commerciale, 22 colis dont 10 de clientèle privée et 12 de clientèle commerciale, auxquels est venu s'ajouter le retrait de 34 envois avisés. Entre 2011 et 2014, la quantité de versements a baissé de 20 % et celle des envois faisant l'objet d'un avis de retrait de 10 %. Une autre péjoration du service est que si la personne reçoit un courrier contre signature et qu'elle est absente, elle devra aller le retirer à Aigle.

   Mme Marie OULEVEY CIOMPI demande si le service à domicile englobe aussi toutes les opérations qui pourront être faites à l'agence postale, notamment les paiements.

   M. le Syndic répond par l'affirmative. Toutes les opérations pourront se faire à domicile en sollicitant le passage du facteur en fixant un petit écriteau à sa boîte aux lettres.

   M. le Président demande alors aux Conseillers de se prononcer sur l'avis de fermeture de la poste d'Ollon.

   M. le Syndic pense que la question qu'il faut poser est : « est-ce que vous désirez, que la Municipalité aille jusqu'au bout des démarches pour faire opposition sans engager de gros frais d'avocat » car il faut être conscient que les chances de gagner contre le géant jaune sont très faibles.

La réflexion de Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE l'amène à penser que le système de service à domicile, compte-tenu des particularités de son territoire et en comparaison avec le service actuel, correspondrait plutôt à une amélioration pour une bonne partie de la population d'Ollon.

M. le Syndic répond que c'est ce que promet la Poste mais par principe il regrette la disparition d'un Service public.

Mme Micheline PERRIER, habite St-Triphon et confirme que le Service à domicile fonctionne bien au niveau du traitement des lettres et colis mais n'a jamais effectué de paiement par ce biais.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président, demande à l'Assemblée si elle souhaite que la Municipalité continue ses démarches.

A main levée par 41 oui, 5 non et 14 abstentions, le Conseil Communal demande à la Municipalité de s'opposer à la fermeture de l'Office postal d'Ollon et de déposer un recours auprès de PostCom contre cette décision.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET, au nom de la Municipalité, remercie le Conseil pour sa prise de position et en prend acte pour la suite à donner à ce dossier. Il précise toutefois, qu'au vu des précédentes expériences avec la Poste, la Commune n'engagera pas de gros frais juridiques mais fait de cette opposition, une question de principe.

2. M. le Municipal Fabio GHIRINGHELLI donne lecture de la communication municipale intitulée « Réfectoire scolaire, préparation des repas par un prestataire spécialisé en restauration collective ».

3. Mme la Municipale Sally-Ann JUFER donne lecture de la communication municipale intitulée : « Succession Botnar, suite du dossier relatif à la vente du chalet Marcela ainsi hérité ».

4. Mme la Municipale Sally-Ann JUFER donne lecture de la réponse municipale au Postulat de Mme la Conseillère Marie OULEVEY CIOMPI intitulé « Un village, une famille ».

5. M. le Municipal Flavio GHIRINGHELLI donne lecture de la communication municipale intitulée « Ollon - route de la Distillerie - modération du trafic et sécurité des piétons.

6. Mme la Municipale Lyne PERRET donne lecture d'une communication municipale intitulée « Préavis 2014/09 – Ollon – Bruet - Création d'un dépôt de carburant, d'une place de lavage et remplacement de la régulation de chauffage-ventilation.

   M. Laurent PARIS prend note de l'information mais rappelle qu'au moment de l'étude du préavis il était opposé à la construction de la station d'essence. Il s'était alors inquiété de savoir si toutes les contraintes et consignes liées à la pose d'une citerne avaient bien été étudiées pour son implantation. M. le Conseiller pense que si ce projet avait été abandonné à ce moment-là et bien, aujourd'hui, le local qui a suscité la plus grosse controverse serait construit et les employés pourraient y travailler dans le respect des normes de sécurité !...

   Mme la Municipale Lyne PERRET répond que les normes ont changé dans cette région à cause des zones inondables définies par la loi. Ce changement est intervenu après l'étude du préavis.

7. M. le Municipal Jean-Michel CLERC donne lecture d'une communication municipale à propos de la recherche d'un huissier-remplaçant.

8. M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET donne lecture de la réponse municipale à l'interpellation de M.le Conseiller Neil KIRBY à propos de l'amélioration de la signalétique relative à la mobilité douce.

9. M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET donne lecture d'une communication municipale intitulée « la piscine du Centre des sports sort de l'eau ».

Ces communications sont annexées au présent procès-verbal et en font partie intégrante.

Mme Marie OULEVEY CIOMPI remercie Mme la Municipale JUFER pour sa réponse rapide. Elle regrette toutefois que sa proposition n'ait pas débouché sur quelque chose de concret et a le sentiment que la Municipalité a voulu « se débarrasser rapidement de ce postulat ». Si elle comprend que la Commune n'a pas de logement disponible actuellement, elle aurait imaginé que la demande soit relayée à la population ou que l'on étudie la possibilité de louer un appartement pour le mettre à disposition d'une famille de migrants soit étudiée. Son idée était de « faire jouer » la solidarité villageoise en offrant des meubles ou d'autres objets inutilisés à cette famille pour la soutenir dans son intégration. Elle regrette que l'on n'ait pas cherché des opportunités allant dans ce sens.

M. le Municipal Flavio GHIRINGHELLI répond que l'association Eclair vient de se créer sur le plateau de Villars pour justement organiser des animations et des activités pour les migrants et aller à leur rencontre. Il est donc possible de les aider par le biais de cette association. Celle-ci organise déjà un Noël cette année à la Clairière.

Mme Marie OULEVEY CIOMPI dit connaître cette association et salue cet élan de soutien. Cependant, le sens de son postulat visait l'intégration d'une famille de réfugiés au sein de la population, dans leur vie quotidienne, hors du foyer de la Clairière qui est destiné à l'accueil mais où les occupants vivent en vase clos. Elle aurait aimé que la Municipalité parte dans une recherche de solutions. Dans cette optique elle se dit à la disposition de Mme JUFER si elle le souhaite.

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET dit comprendre la déception de Mme OULEVEY CIOMPI mais indique que le rôle de la Municipalité était de répondre à une question précise transmise par le biais d'un postulat, à savoir « est-ce que la Commune peut prendre en charge une famille pour la loger ». Dès lors la réponse est « non » car les quelques appartements dont nous disposons sont actuellement tous occupés par des familles qui en ont besoin ». Cependant M. le Syndic pense qu'il serait faisable de passer une annonce dans le Boyard et indique que les portes ne sont pas complètement fermées. Il pense que l'association Eclair va faire du très bon travail de soutien. Les membres de cette association ont pour mission de contacter et solliciter la Municipalité, la police, l'école, l'office du tourisme, afin d'avoir un groupe de soutien le plus large possible pour répondre aux besoins des personnes logeant à la Clairière.

Mme Marie OULEVEY CIOMPI a pris note que la porte n'était pas complètement fermée.

6. Propositions individuelles

1. M. Robert SCULATI demande comment se passe la communication de la Municipalité envers la Presse. En effet, il a été étonné de lire dans le 24Heures du 1er décembre, un article concernant le

budget communal, notamment au niveau du tourisme, comme si le vote avait déjà eu lieu et que c'était acquis. Il y a aussi appris que la Commune allait acheter une parcelle pour y construire un parking. Il aimerait savoir comment sont gérées les informations. Est-ce que c'est consensuel ou chaque Municipal fait comme il veut de son côté… M. le Conseiller a été surpris par le contenu de cet article et considère qu'il serait opportun de communiquer avec la presse une fois le budget voté…

M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET reconnaît qu'il n'y a pas de véritable principe ou protocole établi. Il indique que c'est souvent lui qui reçoit les téléphones des journalistes mais il les revoie auprès de ses collègues lorsque le sujet concerne leur dicastère.

M. le Municipal Jean-Michel CLERC indique que les journalistes reçoivent les préavis. Dans le cadre du budget il a été contacté pour répondre à quelques questions. Si M. SCULATI a eu le sentiment qu'il avait répondu comme si le budget était voté, il le regrette car ce n'était pas du tout son intention !

2. Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE revient sur les réponses faites au postulat et à la motion. Bien que cela ne soit pas spécifié dans le règlement du Conseil, elle pense qu'il serait agréable de recevoir la réponse avant la séance. Mme la Conseillère prend l'exemple de ce soir où il est difficile d'enregistrer toutes les indications ce qui empêche de réagir « de manière un peu intelligente ». Elle sollicite donc la Municipalité pour qu'à l'avenir, elle transmette ses réponses aux questions, interpellations, motions ou postulats, par écrit et par avance.

   M. le Syndic Jean-Luc CHOLLET répond que dans la mesure du possible la Municipalité va essayer d'accéder à cette demande. Elle va s'efforcer de mettre les réponses une semaine avant sur le site communal ou de les envoyer aux Présidents des partis, comme cela se fait pour les rapports des commissions.

3. Mme Susanne JUNGCLAUS DELARZE a été surprise par le ton de l'édito du dernier Boyard au travers duquel transparait, selon elle, une certaine frustration de la part de l'Exécutif d'avoir vu s'échapper le projet de M. DEBURAUX à la Clairière, par le rachat de ce chalet par l'Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM). Même si cet édito se termine par le souhait de la Municipalité pour que les personnes hébergées à La Clairière soient dignement reçues et rapidement intégrées, le message est assez froid comparé à celui de M. le Syndic, entendu lors de la séance d'information publique à Villars. Mme la Conseillère demande si ce texte est le reflet de l'avis de la Municipalité dans son entier ou seulement d'un de ses membres ?

   M. le Syndic explique qu'il est l'auteur de ce texte qui a été avalisé par tous les membres de la Municipalité avant sa parution. En effet, le point de vue de la Municipalité est partagé et le ton de l'édito se veut consensuel dans le respect de la collégialité.

4. En vue des prochains travaux sur la route cantonale entre Huémoz et les Tannes, M. Marc-Henri DUC demande à la Municipalité qu'elle sollicite, auprès du Service cantonal des routes, la pause de feux tricolores avec un minuteur qui indique le compte à rebours du temps qu'il reste avant que le feu passe au vert.

5. M. Philippe PASTOR trouve saumâtre qu'au dos des horaires TPC se trouve une publicité pour la station de Verbier !... Il estime qu'une publicité d'une station vaudoise ou valaisanne desservie pour

cette compagnie aurait été plus adéquate. Il pense que la Municipalité devrait faire part de sa désapprobation aux TPC !

M. le Municipal Jean-Christophe LACK a fait le même constat que M. PASTOR et indique qu'aucune demande n'a été formulée auprès de la station de Villars pour qu'elle mette une publicité sur l'horaire des TPC. La remarque sera transmise à leur direction.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président Olivier DUBI adresse ses meilleurs voeux aux Conseillers et aux Municipaux pour les fêtes de fin d'année et les invite à une verrée organisée au café de l'Hôtel de Ville, la Grande Salle étant occupée.

La séance est levée à 23h.35.

Ainsi fait à Huémoz, le 29 février 2016.

Le Président :

O. Dubi

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

La Secrétaire :

E. Jelovac-Baudy

Amendement

Vu les discussions portant sur le point 1 du préavis 2015/16 je propose de le retirer du préavis.

La conclusion serait donc d'accepter les autres points et d'accorder à la municipalité un crédit supplémentaire de 284'900 au budget de fonctionnement 2015

S. Jaggi

Amendement au budget 2016

Ollon, le 11.12.2015

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,
Mesdames et Messieurs les Municipaux,

Comme évoqué lors de la dernière séance, je souhaite déposer un amendement au budget sur le compte 502.3141.00. En effet, comme expliqué en octobre, je pense que l'école d'Ollon, particulièrement le bâtiment principal de Perrosalle, peut-être quelque peu rénové afin de le rendre moins triste.

C'est pourquoi, et sur sa demande, une liste de propositions a été transmise à Madame la Municipale Jufer. Dans un souci d'efficience, je me permets de ne pas vous la soumettre entièrement ce soir. Sachez néanmoins qu'un des projets consisterait à donner un coup de peinture aux structures métalliques intérieures et à simplement changer la couleur des portes des salles de classe : remplacer l'orange de la période disco permettrait de dire à la jeunesse « bienvenue dans un endroit qui correspond à votre époque ». Ces rénovations pourraient bien évidement être mises en valeur par un éclairage LED, économiseur d'énergie !

En me basant sur le préavis 2015/08 qui montre que la commune peut investir dans des rénovations, je me permets, Mesdames, Messieurs, de vous faire la proposition suivante sous forme d'amendement, conformément à l'art. 89 du règlement du Conseil Communal :

Au compte 502.3141 – Entretien des bâtiments scolaire : Charges 389'300

Soit un montant augmenté de 105'000 CHF, somme ne représentant que 0,2% des charges.

Ainsi :

Total des charges	*CHF*	48'611'010.00
Total des revenus	*CHF*	46'765'880.00
Déficit	*CHF*	1'845'130.00

Merci pour votre attention.

Theubet Jean-François



MUNICIPALITE
D'OLLON

Réponse de la Municipalité d'Ollon à la motion déposée par la Conseillère communale Elodie PELLATON sollicitant de l'Exécutif boyard qu'il fasse procéder un diagnostic local de sécurité sur le territoire communal

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux,

Pour faire suite à la motion déposée par Mme la Conseillère communale Elodie PELLATON sollicitant de la Municipalité qu'elle fasse réaliser sur le territoire boyard un diagnostic local de sécurité, l'Exécutif est ce jour en mesure de vous apporter des informations quant à la finalité de ce dossier.

En préambule, il convient de rappeler que le Statut de l'Entente intercommunale des polices du Chablais (EPOC), stipule, à son article 8, al. 2, que pendant une durée de 5 ans à compter de l'acceptation de ce document par le Conseil d'Etat, en l'occurrence le 9 mai 2012, aucune commune membre ne peut se retirer de l'association et qu'à son al. 3, il est indiqué que le retrait d'une commune est possible moyennant un préavis d'une année pour la fin de chaque exercice comptable, mais au plut tôt à l'échéance de la durée initiale de 5 ans

A propos dudit diagnostic, la Municipalité a, en date du 4 octobre dernier, reçu M. Blaise BONVIN, de TC Team Consult SA (ci-après : TC), qui est venu présenter le résultat issu du sondage effectué auprès de la population au moyen d'un questionnaire à remplir par le biais d'internet. Notons que les citoyens qui n'étaient pas équipés d'une connexion internet se sont adressés au Greffe municipal qui a rempli le formulaire en fonction des réponses données, soit 20 personnes à raison de ~20 min./pers.

Il y a lieu de relever que, au terme du délai fixé à fin août dernier, ce ne sont pas moins de 676 personnes (332 d'Ollon, St-Triphon, Villy (49 %), 229 de Villars, Chesières, Arveyes (34 %), 68 personnes d'Antagnes, Panex, Huémoz et 47 personnes domiciliées hors commune (7 %)) qui ont complété ledit questionnaire. 88 % sont des résidents tandis que 12 % des hôtes
Les classes d'âges représentées sont les suivantes : moins de 19 ans : 6 %, 20-39 ans : 25 %, 40-64 ans : 46 % et 23 % de 65 ans et plus.

Conclusions :

Compte tenu de ce qui précède et des mesures que l'EPOC se devra de mettre en œuvre, la Municipalité vous demande, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, de prendre la décision suivante :

Le Conseil communal d'Ollon, dans sa séance du 11 décembre 2015,

ayant d'une part entendu le rapport de la Municipalité à propos de l'objet cité en titre et, d'autre part, des nombreuses recommandations émises par l'auteur de l'étude ainsi diligentée,

décide

de **PRENDRE ACTE** de la réponse de la Municipalité faisant suite à la motion déposée le 12 décembre 2014 par Mme la Conseillère communale Elodie PELLATON qui sollicitait de l'Exécutif qu'il fasse procéder à l'établissement d'un diagnostic local de sécurité sur le territoire boyard.

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 9 novembre 2015 pour être soumis à l'approbation du Conseil communal.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic : J.-L. Chollet

Le Secrétaire : Ph. Amevet

Délégué municipal : M. Fabio GHIRINGHELLI

Ollon, le 9 novembre 2015 / FG / JLC / PA

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Office postal d'Ollon – annonce de fermeture définitive

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

A la suite de deux entretiens que le Syndic et le Secrétaire municipal ont eus les 17 septembre et 19 novembre écoulés avec MM. TELLEY et DE MARTIN, responsables de secteur de la Poste Suisse, la Municipalité informe votre Conseil que cette entité a, avec effet à l'été 2016, la ferme intention de supprimer le bureau de poste d'Ollon, cela en raison de sa faible rentabilité.

En 2014, la Poste d'Ollon a enregistré en moyenne quotidienne 219 versements, 198 lettres (dont 60 de la clientèle privée et 138 de la clientèle commerciale) et 22 colis (dont 10 de la clientèle privée et 12 de la clientèle commerciale), auxquels est venu s'ajouter le retrait de 34 envois avisés. Entre 2011 et 2014, la quantité des titres de versement a baissé de 20 % et celle des envois faisant l'objet d'un avis de retrait de 10 %. En l'espace de trois ans, le recul dans le domaine des colis s'est monté à 1 % et dans celui des lettres de 8 %. En résumé, l'Office d'Ollon ne remplit plus les conditions fixées par sa direction générale.

L'objectif de ces rencontres était de nous proposer une alternative acceptable à cette fermeture. La Poste proposait la mise en place d'une agence postale dans un commerce local. Le Syndic a estimé que les habitants moins mobiles verraient leurs prestations diminuer et les contraintes augmenter si un déplacement jusqu'à Aigle devait être effectué pour des prestations postales particulières. Il a alors demandé si La Poste accepterait la mise à disposition du service à domicile dans les villages et hameaux rattachés à l'office de poste d'Ollon. Dans la recherche d'une solution consensuelle, nos interlocuteurs ont accepté d'entreprendre des démarches auprès de leur hiérarchie pour offrir un service à domicile dans les douze villages et hameaux forains (Antagnes, Auliens, Crettaz-Tavez, Forchex, Glutières, Les Combes, Les Fontaines, Pallueyres, Plan d'Essert, Salaz, Verschiez, Villy), simultanément à la mise en service d'une agence postale dans les locaux de la pharmacie-droguerie d'Ollon. Il y lieu de relever que le service à domicile est une forme d'exploitation postale figurant dans l'Ordonnance sur la Poste comme une solution de remplacement à un office de poste.

Dès lors, la Poste a pris langue avec M. MONACHON qui, par courrier, s'est dit très intéressé à reprendre les activités proposées par la Poste, ce au sein de son commerce. Il faut savoir que l'agence postale, mis à part les paiements cash, est en mesure de proposer l'ensemble des prestations offertes à ce jour par un office. A ce jour, ce ne sont pas moins, sur le plan national, de 1'300 localités qui bénéficient de prestations postales par le biais d'une agence sise dans un commerce local.

La Municipalité est choquée par cette fermeture. Encore un service public de proximité qui disparaît! Aussi, nous souhaitons savoir si les membres de votre Conseil, par ailleurs représentants de la population boyarde, sont favorables ou non au dépôt d'un recours auprès de PostCom (organe indépendant mis en place par le Conseil Fédéral et chargé d'étudier les recours contre les

décisions de fermeture). Comme vous avez pu le lire dans la presse, nos chances sont très maigres, mais nous en faisons une question de principe.

Ajoutons pour terminer que l'office de poste de 1884 Villars-sur-Ollon n'est actuellement pas remis en question. Il est cependant impossible pour La Poste de donner des garanties à long terme, les conditions cadre pouvant évoluer dans les prochaines années. En 2014, cet office a enregistré en moyenne quotidienne 290 versements, 108 lettres et 23 colis, auxquels est venu s'ajouter le retrait de 67 envois avisés. Entre 2011 et 2014, la quantité des titres de versement a baissé de 13 % et celle des envois faisant l'objet d'un avis de retrait de 7 %. En l'espace de trois ans, le recul dans le domaine des lettres s'est monté à 29 % ; par contre une augmentation de 3 % est relevée pour le dépôt de colis.

Bref, afin de permettre à la Municipalité de procéder dans le sens de la décision des représentants de la population que vous êtes, il est sollicité de M. le Président du Conseil communal qu'il ouvre la discussion à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 09.12.2015 / PA

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Réfectoires scolaires – préparation des repas par un prestataire spécialisé en restauration de collectivités

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Dans la séance du Conseil communal du 26 juin dernier, lors de l'étude des comptes 2015, le Conseiller Jimmy BARILLON s'est dit surpris du montant du traitement du personnel chargé de la préparation des repas à la cantine scolaire de Villars.
Transposé dans un contexte professionnel privé, il estimait le résultat en question «énorme». Selon ses calculs, il arrivait à un salaire annuel de Fr. 74'000.-- alors qu'un cuisinier titulaire d'une maîtrise fédérale gagne entre Fr. 62'000.-- et Fr. 80'000.--. Bien conscient que l'on ne peut pas diviser simplement la masse salariale par le nombre d'employés, il s'est alors demandé quel est le montant exact attribué au personnel de cuisine et celui attribué aux auxiliaires qui s'occupent de la surveillance. M. le Conseiller sait que les enfants sont très bien nourris par l'équipe de cuisine mais estime que le prix de revient d'un repas est très élevé. A l'instar de collèges privés villardous qui ont opté pour cette solution, il souhaitait que la Commune prenne contact avec une société spécialisée en restauration pour comparer les prix.

Compte tenu de ce qui précède, la Municipalité s'est alors approchée d'ELDORA (ex-DSR), société active dans la restauration de collectivités. Il y a dans un premier temps lieu de relever, que la susnommée devait fournir une variante avec reprise des collaborateurs communaux mais que, malgré de nombreux rappels, ces documents ne sont toujours pas parvenus à l'administration.

Dès lors, l'offre reçue prend en considération une nouvelle équipe de cuisine composée de 5 personnes pur un taux d'activité de 297 % contre un taux actuel de 348 % (employés communaux). ELDORA prévoit de préparer tous les repas à Ollon et, pour ceux de Villars, de les transporter et les réchauffer sur place.

De l'étude effectuée de concert entre le Mpl GHIRINGHELLI, P. VIGOLO – Chef des finances, et Mme DUARTE – Responsable des réfectoires scolaires, il s'avère que, en raison de l'ancienneté des employées actuellement en charge de la confection desdits repas, l'économie se jouerait principalement sur le taux d'activité et sur les salaires payés par ELDORA qui sont plus bas que ceux offerts par la Commune d'Ollon.

De l'analyse il ressort que le coût de fabrication d'un repas passe de Fr. 17,95 (Ollon et Villars confondus) à Fr. 14,27 chez ELDORA. La charge communale passe ainsi de Fr. 8,79 à Fr. 5,21 par repas soit, in fine, une économie de Fr. 3,58 p/repas, multiplié par une projection de 28'224 repas, soit Fr. 101'090,63, sans la reprise du personnel communal. Si celui-ci devait être repris par ELDORA, il ne fait aucun doute que l'économie viendrait à fondre comme neige au soleil.

Compte tenu de ce qui précède et considérant que l'étude sur les conséquences vis-à-vis du personnel communal n'ont pas pu être mesurées, la Municipalité, au cours de sa séance du 7 courant, a décidé, du moins pour l'instant, de continuer avec la solution actuellement en place, solution de proximité qui satisfait tant les élèves que leurs parents. Elle tentera toutefois, tout en maintenant la qualité du service de proximité précité, de trouver une solution qui permette à l'avenir de rationaliser les coûts.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 03.12.2015 / FG / PA / PV

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Succession Botnar, suite du dossier relatif à la vente du Chalet Marcela ainsi hérité

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Au cours de votre séance du 27 juin dernier, l'Exécutif indiquait que, dans le cadre de la succession citée en titre, la Commune allait alors hériter du chalet que le couple défunt avait fait ériger sur une parcelle communale sur laquelle un DDP avait été octroyé.

Afin de connaître quelle est la valeur de ce bien immobilier qualifié de haut standing, une expertise a été donnée au bureau I Consulting, celui même qui a réalisé celle de l'habitation léguée par Feu J. Bertholet à St-Triphon.

La valeur vénale de ce chalet est estimée à Fr. 5'530'000.--. Cependant, il y a lieu de savoir que, dans un premier temps, la valeur avait été évaluée à Fr. 6'500'000.-- mais, eu égard à l'inadéquation entre le volume très important du bâtiment et la distribution des pièces (seulement 2 pièces), celle-ci a été revue à la baisse.

Considérant que les services administratifs communaux ne sont pas en mesure de vendre un bien de ce type-là et qu'ils ne sont pas au bénéfice du réseau nécessaire auprès duquel ce chalet pourrait être proposé, la Municipalité, dans sa séance du 7 courant, a décidé de le mettre en vente par l'intermédiaire exclusif des agences immobilières du plateau de Villars. Une commission de 3 % + TVA du prix de vente fixé à Fr. 5'800'000.-- sera attribuée au courtier négociateur qui mènera le dossier jusqu'à sa vente, laquelle ne pourra intervenir qu'après avoir recueilli l'accord de votre Conseil.

En vous remerciant de votre attention, veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 08.12.2015 / PA

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Réponse de la Municipalité d'Ollon au postulat déposé par la Conseillère communale Marie OULEVEY CIOMPI « Un village, une famille »

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Référence est faite au postulat « Un village, une famille » déposé par Mme la Conseillère communale Marie OULEVEY CIOMPI sollicitant de la Municipalité que, à l'instar de la Commune de Giez, elle offre à une famille de réfugiés un appartement dans l'un des 23 villages ou hameaux que compte la Commune.

La Municipalité d'Ollon salue la démarche du Municipal de Giez, M. Nicolas ROUGE, qui, il est vrai, propose une réelle solution d'accueil et d'intégration à des gens qui ont été confrontés à des situations terribles. Ainsi le Syndic de cette commune, M. Jean-Daniel CRUCHET, a pu mettre à disposition un appartement dans la ferme familiale.

Approchée par notre responsable du Service des bâtiments, M. Yann VOISARD SEITZ, afin de connaître quelles sont les conditions entourant l'attribution d'un appartement à une famille de migrants, Mme Christine BLATTI VILLALON, Responsable du Secteur Est de l'EVAM, communique les normes en vigueur, qui varient selon le sexe, soit :

- Avec enfants en bas âge, le droit est d'un appartement de 2 pièces
- Si les enfants sont de sexe différent et que l'un d'entre eux a plus de 13 ans, la famille aura droit à un 3 pièces.

Quant aux normes en bail privé (location au nom des bénéficiaires exclusivement), elles sont les suivantes :

- 2 pièces : jusqu'à Fr. 820.-- maximum pour le loyer (net) + forfait Fr. 160.-- pour les frais (chauffage, électricité, gaz, etc.)
- 3 pièces : jusqu'à Fr. 1'130.-- maximum pour le loyer (net) + forfait Fr. 230.-- pour les frais (chauffage, électricité, gaz, etc.)
- Un forfait de Fr. 9.-- par personne est versé en couverture des frais d'assurances liés au logement (RC-ECA).

Toutes les modalités figurent au chapitre 7 du Guide d'Assistance EVAM, disponible sur le site www.evam.ch .

En outre, des forfaits uniques (sur toute la « vie » de requérant d'asile) peuvent être alloués pour acquérir du mobilier (Fr. 500.- par personne), ainsi qu'un forfait « déménagement » (Fr. 200.- par adulte) – pour autant que les bénéficiaires ne soient pas autonomes financièrement.

Pour un bail EVAM (location au nom de l'EVAM), les tarifs dépendent des régions, de la taille du logement, de sa qualité, son agencement et de son emplacement. Sont privilégiés les appartements dont la cuisine est habitable, car l'EVAM n'attribue en principe pas de pièce supplémentaire faisant office de salon. Les appartements loués par l'EVAM sont meublés par ses soins, les charges telles que électricité, gaz, téléréseau, assurances RC/ECA sont également au nom de l'EVAM (plus de détails : chapitre 3 du guide d'assistance) ; la redevance radio/TV de Billag étant toutefois à la charge des bénéficiaires.

Ces prestations, pour un couple avec deux enfants, sont valorisées sur le décompte d'assistance des bénéficiaires à hauteur de Fr. 980.-- + Fr. 36.-- (assurances Fr. 9.--/personne).

Toutefois, la Municipalité doit se rendre à l'évidence ! Après avoir fait le tour du parc immobilier communal, M. Y. VOISARD SEITZ lui a confirmé ce qu'elle savait déjà : il n'y a – actuellement du moins – aucun logement de disponible ! De plus, si l'on se réfère aux appartements de la SI En Delèze (Ollon et Arveyes), ceux-ci font déjà l'objet de listes d'attente de familles qui sont, pour la majorité d'entre elles, dans des situations de vie et financières délicates.

En vous remerciant de votre attention, nous vous adressons, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 3 décembre 2015 / IJ / PA

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

OLLON – Route de la Distillerie - Modération du trafic et sécurité des piétons

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Lors de la séance du Législatif du 30 octobre dernier, le Conseiller Stéphane COSANDEY s'est dit inquiet face au trafic empruntant la Route de la Distillerie, notamment par rapport aux enfants qui empruntent ce tronçon.

En effet, suite à la responsabilité qu'il a prise d'une ligne de pédibus pour accompagner les petits élèves du Collège de Perrosalle jusqu'à la place du Cotterd, il remarque que, bien que limité à 30 km/h et pourvu d'obstacles, ce tronçon permet quand même aux chauffards de rouler à une vitesse plus élevée que celle réglementaire.

Toutefois, force est de constater que selon les contrôles effectués de suite après la fin des travaux de cette artère, ceux-ci ont démontrés que la norme V85 était largement atteinte et que les objectifs qui en découlent l'étaient également. Dès lors, la Municipalité est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'apporter de mesures correctrices sur cet axe.

Quant aux restrictions supplémentaires, les nombreux entretiens qui se sont succédé avec M. Dominique BRUN, inspecteur de la signalisation routière, ont conclu à la mise en place d'une zone 30 km/h car, d'un point de vue cantonal, il n'est pas concevable d'ajouter une mesure supplémentaire à celles déjà existantes comme, par exemple, l'installation d'une plaque complémentaire « Bordiers autorisés ».

Pour terminer, à l'heure du Pédibus, soit à l'heure de pointe, il a été constaté que c'est exactement à ce moment-là que la modération mise en place fonctionne le mieux. Les automobilistes circulent à des vitesses tout à fait raisonnables et, pour le piéton, la perception que qu'il a d'un véhicule en déplacement est souvent tronquée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 02.12.2015 / PA / JCM

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Préavis 2014/09 – OLLON - Bruet - Création d'un dépôt de carburant, d'une place de lavage et remplacement de la régulation chauffage-ventilation

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Dans le cadre du préavis 2014/09 concernant la création d'un local à produits dangereux, distributeur de carburants, place de lavage et régulation chauffage & ventilation, la Municipalité informe votre Conseil que la mise en œuvre de ce dossier a rencontré un certain nombre de problèmes en relation à des modifications de règlementation spécifique à la nappe phréatique et aux dangers liés aux inondations.

Historique:

- Le préavis 2014/09 a été accepté par le Conseil communal le 12 septembre 2014.
- Les travaux de remplacement de la régulation chauffage & ventilation ont été commandés en novembre 2014. Ils sont aujourd'hui terminés.
- Préparation du dossier d'enquête à fin 2014 et mise à l'enquête publique le 21 février 2015
- Aucune opposition n'a été enregistrée.
- Suite à la fin de l'enquête, la CAMAC n'a pas délivré sa synthèse en raison d'une demande complémentaire pour un rapport d'expertise des dangers liés à l'eau.
- Expertise réalisée par le bureau Stucky SA et transmise à la commune le 29 juin 2015.
- Un certain nombre de dysfonctionnement des services de l'Etat a repoussé la délivrance de la synthèse CAMAC. Cette dernière nous a été transmise le 10 septembre 2015.
- Permis de construire produit le 24 septembre 2015.

Au bénéfice d'un permis de construire, les démarches pour la réalisation de ce local ont été engagées et il s'est avéré que les conditions imposées par la synthèse CAMAC avaient un impact direct sur la faisabilité du projet ainsi que sur les coûts de réalisation. Ils se résument en 2 points, à savoir:

- Mesures de protection contre les inondations
- Protection de la nappe phréatique.

Mesures de protection contre les inondations

Ces mesures ont un impact minime sur le projet. Il est question de rehaussement, d'ouvertures bien spécifiques et d'aménagements intérieurs.

Protection de la nappe phréatique

La Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) est entrée en vigueur le 1er novembre 1992, celle-ci a pour but de protéger les eaux contre toute atteinte nuisible. Sa mise en application se fait par les Cantons qui établissent, notamment, des cartes pour définir les différentes zones de protection des eaux.

Il se trouve que la carte spécifique à notre région a été validée en mai 2014. A cette occasion, cette dernière a fait l'objet d'un profond remaniement.

Le permis de construire délivré porte sur un projet de citerne enterrée. Cependant, la synthèse CAMAC stipule que la partie inférieure de la citerne devra être à 1m au-dessus de la nappe phréatique! Ceci revient à dire qu'elle devrait être posée au niveau de l'enrobé, contrairement aux plans.

Au vu de cette contradiction, différentes solutions de remplacement ont été étudiées et doivent encore faire l'objet d'approbation auprès des services de l'Etat.

La solution finale devra tenir compte de la faisabilité ainsi que d'un éventuel coût supplémentaire. Le but étant d'arriver à une opération financière restant dans le crédit sollicité dans le préavis.

En termes de calendrier, il est prévu de démarrer les travaux au printemps prochain, sous réserve que les points ci-dessus puissent être réglés.

A noter que, à ce jour, la partie régulation du chauffage & ventilation est terminée et que nous avons une économie de Fr. 12'600.-- sur un montant de Fr. 45'300.-- prévu au préavis.

En vous remerciant de votre attention, nous vous adressons, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 3 décembre 2015/YVS/JCM/PA

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Conseil communal – Recherche d'un huissier remplaçant

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Lors de la séance du Législatif du 30 octobre dernier, le Conseiller Alain BURNIER a interrogé la Municipalité quant à la succession de M. Eric CORNAMUSAZ, actuel huissier du Conseil communal.

En effet, pour des raisons de santé, le titulaire s'est vu contraint de renoncer à œuvrer lors des dernières élections fédérales du 18 octobre.

Considérant l'importance que revêt cette fonction, M. BURNIER sollicitait que la Municipalité se mette à la recherche d'un huissier-remplaçant afin que, en cas d'absence de M. CORNAMUSAZ, il puisse suppléer aux tâches qui lui incombe.

Fort de ce qui précède, le Collège municipal s'est immédiatement approché des employés communaux. L'appel lancé n'a malheureusement remporté aucun succès. Dès lors, l'Exécutif informe votre Conseil qu'une annonce sera prochainement publiée sur le site internet communal, aux piliers publics et, si besoin est, dans le Boyard n° 55 qui paraîtra au printemps prochain.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 02.12.2015 / PA / JCM

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

Réponse de la Municipalité à l'interpellation de M. le Conseiller Neil KIRBY à propos de l'amélioration de la signalétique relative à la mobilité douce

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Référence est faite à l'interpellation déposée le 30 octobre dernier par le susnommé et par lequel l'intéressé sollicitait de la Municipalité des réponses à ses interrogations quant à l'objet cité en titre

1. Comment la Municipalité compte améliorer la signalétique de mobilité douce entre Aigle et le centre d'Ollon et également en direction de Bex.
2. Quels contacts ou coordination existent entre notre commune, celle d'Aigle et le Voyer de l'Etat afin d'assurer une démarche cohérente sur le sujet.
3. Comment la Municipalité compte promouvoir les liaisons de mobilité douce auprès de la population une fois les améliorations réalisées.

Avant d'y répondre, il convient de rappeler que l'Etat de Vaud, par l'intermédiaire des services du Voyer de la région Est, a réalisé une étape supplémentaire dans la liaison dite de mobilité douce entre Aigle et Bex. Il est vrai que la nouvelle piste réalisée sur le territoire aiglon se terminer, actuellement, mais provisoirement, au passage à niveau de Châlex. De là, 2 possibilités s'offrent aux cyclistes :

1. Poursuivre le long de la RC 780 B-P (variante privilégiée par les cyclistes dits « sportifs »)
2. S'engager sur les chemins agricoles en direction du Lessus et rejoindre le pont de Chesselaz puis poursuivre soit en direction de Bex par le chemin agricole longeant la RC ou rejoindre Ollon par la route de Chesselaz (variante privilégiée pour les familles).

Il faut cependant noter que, dans un avenir assez proche, le tracé de l'AOMC entre le passage à niveau de Châlex et le giratoire sis "En Lombard" devrait s'écarter de la route cantonale afin de former une ligne plus directe et ainsi permettre un gain de vitesse. Les TPC ont déjà amorcé des études dans ce sens et le service cantonal de la mobilité est associé à cette étude afin que la suite de cette piste cyclable puisse trouver sa place dans l'espace ainsi libéré entre la ligne AOMC et la route cantonale. L'Etat de Vaud, par l'intermédiaire de la Direction générale de la mobilité et des routes – Planification, et les TPC mènent conjointement ces études. C'est également en lien avec celles-ci que les détails d'intégration des cyclistes au giratoire en Lombard seront étudiés.

Ceci étant dit, la Municipalité répond aux trois questions de M. KIRBY, lesquelles sont :

1. Comment la Municipalité compte améliorer la signalétique de mobilité douce entre Aigle et le centre d'Ollon et également en direction de Bex : la Municipalité chargera l'EPOC de se mettre en contact avec l'organisme (en principe le TCS) concerné pour la pose des signaux rouges destinés aux cyclistes afin de compléter ce qui est déjà existant.

2. Quels contacts ou coordination existent entre notre Commune, la Commune d'Aigle et le Voyer de l'Etat afin d'assurer une démarche cohérente sur le sujet: les services de l'Etat se sont approchés des Communes d'Aigle et d'Ollon afin de les informer quant aux travaux de prolongation de la piste entre la fin de l'ancienne voie de l'AOMC et le passage à niveau de Châlex. La signalétique cycliste n'a jamais été évoquée, celle-ci n'étant, en principe, pas du ressort des intervenants.

3. Comment la Municipalité compte promouvoir ces liaisons auprès de la population une fois les améliorations réalisées: une information sera faite, par exemple, dans un prochain Boyard, cela lorsque la signalisation aura effectivement été posée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 03.12.2015 / JCM / PA

MUNICIPALITE
D'OLLON

COMMUNICATION
de la Municipalité
au Conseil communal

La piscine du Centre des Sports sort de l'eau...

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Le chantier piscine semble être enfin sorti de la tourmente et je m'étais engagé à vous en parler ce soir.

Les différentes parties, séparément puis ensemble ont eu la possibilité de s'exprimer longuement ces dernières semaines, devant la Municipalité.
Sans entrer dans l'exposé des difficultés et des rancœurs exprimées, nous constatons que le projet semble cette fois sorti de l'adolescence et rentré dans une nouvelle phase constructive et dynamique.

Le 3 décembre, au terme de ces différents entretiens, tant l'architecte que l'entreprise générale se sont engagés formellement à respecter scrupuleusement la feuille de route qui débouchera sur une livraison de l'ouvrage au 9 décembre 2016, date validée par l'ensemble des parties.

Nous pouvons donc, enfin, sereinement, établir un bilan intermédiaire des surcoûts, des plus-values et des économies réalisées et projetées.

Actuellement, le dépassement projeté est de Fr. 1'365'000.--, soit le 8,5 % du montant initial prévu (Fr. 16'030'067.--). Ceci n'est qu'une projection, un pronostic du résultat final.
Il comprend les montants déjà validés aussi bien que les surcoûts à venir encore strictement nécessaires pour optimiser le projet ainsi que les économies réalisées.

Il est impossible au stade actuel de fixer les responsabilités de chacun. Sans forcément entamer de procédure juridique longue et coûteuse, nous désignerons, en fin de chantier, un expert qui définira les manquements.

Quelques exemples pour illustrer le propos :

- Fr. 450'000.-- pour modifier les dimensions du bassin A. Suite à notre décision d'y ajouter un fond mobile, celui-ci n'aurait eu plus qu'une profondeur de 1,40 mètre, ce qui est tolérable et même aux normes officielles pour les nageurs. Mais peut-on accepter un projet à vocation ludique et familial avec un bassin aussi peu profond ? Nous en avons décidé autrement, d'où ces surcoûts.

- L'étude sur l'amiante a dû être complétée (Fr. 106'000.--) et les travaux spéciaux de "cloutage" renforcés (Fr. 127'000.--). Les études initiales étaient-elles suffisantes?

- Le monobloc (système de ventilation) actuel était maintenu dans le projet initial. Par la suite, d'autres experts ont affirmé qu'il était insuffisant pour un tel volume et qu'il fallait le changer. Que de toute façon, il ne tiendrait pas la durée de vie de la piscine et que dans 5 ou 10 ans, il faudrait le remplacer et, pour cela, démonter un mur. Nous avons préféré suivre ce deuxième avis. Coût Fr. 195'000.--. Tort ou raison ?

- La toiture existante montre des signes de faiblesse. Faut-il réaliser ces travaux d'étanchéité non-prévus dans le cadre de ce projet? Coût supplémentaire: Fr. 150'000.--.

Nous tenons à disposition de chacun d'entre vous et, en particulier de la commission des finances, le détail exact de ces dépassements.

Rappelons que le coût du projet tel que présenté dans le préavis 2015/01 est de Fr. 16'030'067.-- Que la commune y participe pour un montant d'environ 8 mios et que les dépenses actuelles se situent encore à l'intérieur de l'enveloppe initiale.
Rappelons aussi que c'est la Société du Centre des Sports qui finance ce projet sur la base de différents prêts cantonaux ou communaux.

L'article 16 du règlement sur la comptabilité des communes prévoit à l'alinéa 2 que "lorsqu'un crédit (d'investissement) est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du Conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais".

Cette fois, nous ne nous laisserons pas piéger:
Le conseil d'administration du centre des sports s'engage à tout faire pour maîtriser au mieux les surcoûts restants et à exploiter toute source de financement complémentaire avant de demander à la commune une aide complémentaire. Et si cela devait s'avérer nécessaire, nous viendrions devant vous avant que la limite des crédits disponibles ne soit atteinte et, surtout, avant que l'éventuelle "rallonge" ne soit dépensée! Chat échaudé craint l'eau froide. L'eau chaude du projet aussi...

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 11.12.2015 / PA